

1947-1997

For 45 years Professor Edgard Milhaud has been teaching political economy at the University of Geneva. Within a year he will reach the age of 75. It will however be a long time before he will give up activities and projects always bursting to him at a better economic and social world organization in order to ensure a lasting peace. For five years he has been developing his ideas in various books using his prodigious writing capacity, his perceptiveness of the political and social eventualities, his qualities as scholarly economist. He intends to pursue his "mission" and therefore revive the "Annals of Collective Economy", the journal which he founded and took on alone the direction, the editorial translation control, the secretariat as well as the deficits until the war deprived him of his descriptions outside of Switzerland and he gave up in 1942. La guerre finie, il réagit d'instinct à la situation. Il se repartit seul à partir du 1er septembre 1946 et le 12 février 1947 Edg. Milhaud quitte donc à Berne le groupe de personnes. Ses amis, essentiellement des milieux coopératifs, syndicaux, politiques et scientifiques qui approuvent et décident de soutenir sa proposition de donner aux "Annales" "une sorte de contreforme morale et scientifique par la constitution d'un centre de recherche et d'information de haute qualité, en cas de besoin, pour entreprendre des enquêtes en divers pays, et qui en aurait les moyens". Il en publie en 1948 dans les "Annales" le projet de statuts assorti de consultants où sont exposés les motifs de cette création. Die Rechtsform des Zentrums orientiert sich an der ehemaligen Association internationale pour la protection légale des travailleurs in ihrem Office international du travail, das nach dem Krieg 14-18 abgebrochen durch die hochoffizielle Organisation internationale du travail (Internationale Arbeitsorganisation) und das I.B.T. (Internationales Arbeitsamt). Er tritt sogar vor einer ähnlichen Entwicklung im Rahmen der Vereinten Nationen, wo IFIG aufgrund der Bedeutung seiner Aufgabe wie eine internationale Regierungsorganisation agieren könnte - vielleicht sogar ergänzt durch einen internationalen nichtstaatlichen Verein, um in diesem Rahmen, den Beispiel der am Rande des B.I.T. geschaffener Association, in der Freiheit und Offenheit dieselben Freiheiten zu erreichen ein neues IFIG! Aber kehren wir in die Wirklichkeit zurück ...



50 ans

Ciriec
international

Centre International de Recherches et d'Information
sur l'Economie Publique, Sociale et Coopérative
International Centre of Research and Information
on the Public and Cooperative Economy

Internationales Forschungs- und Informationszentrum
für öffentliche Wirtschaft und Gemeinwirtschaft

1947-1997

50 ans de vie du CIRIEC

Liège, septembre 1997

AVANT-PROPOS

Parce que j'ai passé au CIRIEC toute ma carrière professionnelle, son Directeur Bernard Thiry a pensé que j'étais tout indiquée pour en écrire l'histoire. Cela m'a paru au premier abord aisé, ma vie active s'étant en effet déroulée au rythme régulier de la publication trimestrielle de la revue du CIRIEC et au rythme biennal de ses congrès. Mais pour avoir oeuvré en milieu scientifique, je sais aussi qu'un écrit ne peut s'y concevoir sans se fonder sur des sources sûres et non sur des souvenirs seulement. Là m'est apparue l'ampleur de la tâche car, si le CIRIEC a 50 ans, sa revue en a près de 90 ; elle est le miroir de l'évolution économique et sociale de ce siècle ; elle témoigne de la lutte inlassable de son fondateur pour faire connaître et défendre l'économie publique et l'économie sociale dans leurs différentes expressions et institutions.

Fondées et dirigées par un homme de science mais aussi un homme de coeur, aux convictions humanistes et sociales profondes, les "Annales" n'ont pas été une simple revue scientifique parmi d'autres : elles ont été une arme de combat forgée par le Professeur Edgard Milhaud pour dénoncer les contrevérités publiées ailleurs, une tribune pour les grands penseurs et les gestionnaires de l'économie publique et plus tard de la coopération ou de tout autre forme d'action au service de l'intérêt général.

L'histoire du CIRIEC ne peut donc être contée sans rendre hommage à l'homme qui fut son fondateur et sans évoquer le riche passé de la revue qu'il lui a léguée. Pour dresser son portrait, je ne pouvais trouver mieux, plus beaux mots que ceux, prononcés ou écrits par des amis, collègues ou disciples en diverses occasions.

J'ai finalement choisi de raconter le CIRIEC au fil du temps en essayant de me limiter à ce qui m'a paru déterminant pour son devenir, me réservant de traiter à part des aspects particuliers des "Annales", des congrès, des sections nationales. Sans oublier d'évoquer la mémoire de Paul Lambert, celui à qui Edgard Milhaud confia son oeuvre et qui en fut le digne continuateur pendant vingt ans.

Le CIRIEC a toujours eu la chance de bénéficier du concours d'hommes et de femmes de grande valeur scientifique et/ou humaine. J'en cite au passage un certain nombre au fil des pages qui vont suivre ; il y en a eu beaucoup d'autres. Que l'on me pardonne de les avoir sacrifiés à la lisibilité d'un texte qui risque déjà de ressembler plus à un rapport d'activité qu'à un récit d'aventure.

Yvonne GELARD

SOMMAIRE

Avant-propos

Hommage à Edgard Milhaud

50 ans de vie du CIRIEC

La naissance – Berne 1947

Les premiers pas – Genève 1947-1957

La marche en avant avec Paul Lambert – 1957-1977

Hommage à Paul Lambert

La relance 1978-1988

Vers l'an 2000

Les "Annales"

Les Congrès internationaux

Les Sections nationales

HOMMAGE A EDGARD MILHAUD *

1873 - 1964

Cet homme frêle, au regard attentif et pétillant d'intelligence était visiblement habité par une passion inébranlable et communicative.

Licencié ès Lettres, brillant agrégé de philosophie à Paris-Sorbonne en 1895, ses lectures, ses contacts, ses amitiés l'orientent d'emblée vers l'étude du socialisme, de l'économie et des mouvements sociaux.

En 1899 il est Conseiller économique au Ministère français du Commerce et de l'Industrie. Il publie déjà nombre d'articles dans des journaux de gauche, collabore avec Jean Jaurès, fréquente les congrès socialistes internationaux. Ses amis s'appellent Albert Thomas, Léon Blum, Vincent Auriol, Georges Fauquet – pour ne citer que quelques-uns de ceux qui ont marqué cette époque par la pensée ou par l'action.

En 1902 il est appelé à la chaire d'économie politique de l'Université de Genève. C'est le début d'une longue et grande carrière professorale. Il sera à Genève l'un des fondateurs en 1915 de la Faculté de sciences économiques et sociales et son premier Doyen. Cette charge ne l'éloigna cependant jamais du combat entamé pour la justice sociale et l'organisation de la paix, combat de militant, de visionnaire, d'idéaliste – certes – mais toujours parfaitement conscient des réalités du moment. Ainsi en 1914 déjà, il ouvrit son cours par un exposé sur "L'économie mondiale et la Société des Nations", pour offrir en 1948 en leçon d'adieu un premier "Bilan des conquêtes sociales du XXème siècle".

Edgard Milhaud écrivait aussi facilement qu'il parlait ; sa revue "Annales de l'économie collective" en témoigne abondamment à elle seule. Mais on ignore trop aujourd'hui les nombreux ouvrages – plus

* Sur Edgard Milhaud voir, d'une part, les contributions de Charles-Henri Barbier et de André Baeyens dans "Seconds mélanges d'économie politique et sociale offerts à Edgard Milhaud : L'économie collective", CIRIEC, 1960 et, d'autre part : "Hommage à Edgard Milhaud", plaquette éditée au CIRIEC en 1964 à l'occasion de son décès, sources qui ont largement inspiré le présent portrait.

de 20 ! – que ce précurseur consacra principalement à l'organisation de la paix (depuis "Du droit de la force à la force du droit" en 1915 jusqu'à "L'alternative de fer : paix totale ou guerre" en 1946), à la restauration du commerce international et à l'organisation économique et monétaire mondiale fondée sur la compensation (clearing), c'est-à-dire le Plan Milhaud (1933) dont Paul Lambert retrouvait l'idée dans le Plan Keynes de 1943 et, plus tard, dans le Plan Triffin puis dans l'Union européenne des paiements.

On ne peut non plus passer sous silence son rôle au Bureau International du Travail où il dirigea la Section économique jusqu'en 1933 après y avoir mené à bien de 1920 à 1925 une monumentale "Enquête sur la production" (parue en 9 volumes) auprès de 13 pays européens et analysant les circonstances économiques responsables de la dépression.

Son oeuvre écrite lui valut en 1949 le Prix de l'Académie française des sciences morales et politiques.

Paul Lambert voyait en lui le père de la science de l'économie publique et Bernard Lavergne reconnaissait s'être inspiré de son livre "La marche au socialisme" (1920) pour ses propres écrits sur les régies coopératives ou coopératives publiques.

Il fut membre du Comité d'honneur de l'Alliance Coopérative Internationale dès 1913. Et parmi les nombreuses fonctions qu'il exerça entre les deux guerres mondiales, on relève même curieusement le mandat de Président du Tribunal mixte d'arbitrage belgo-luxembourgeois (1926-1929) qui lui fut confié par la Société des Nations.

Pour que les "Annales" lui survivent, cet internationaliste impénitent créa le CIRIEC en 1947 mais, parallèlement, il va aussi convoquer à Genève en 1951 une Assemblée constituante du Conseil européen des municipalités puis encore en 1953 initier la création d'une Communauté européenne pour le Crédit municipal.

Longue et belle vie d'un savant, lutteur opiniâtre pour un monde meilleur.

50 ANS DE VIE DU CIRIEC

LA NAISSANCE – BERNE 1947

Depuis 45 ans le Professeur Edgard Milhaud enseigne l'économie politique à l'Université de Genève. Dans un an ce sera la retraite ; il aura 75 ans. Il n'est cependant pas près d'abandonner l'action et les projets dont il déborde encore en vue d'une meilleure organisation économique et sociale du monde pour y assurer une paix durable. Depuis cinq ans il a mis à contribution, pour les exposer dans divers ouvrages, sa prodigieuse puissance d'écriture, sa clairvoyance des contingences politiques et sociales, ses qualités de savant économiste.

Il entend bien poursuivre cette "mission" et pour cela relancer les "Annales de l'économie collective", la revue qu'il avait fondée seul en 1908 et dont il a assumé seul la direction, la rédaction, le contrôle des traductions, le secrétariat et ... la couverture des déficits jusqu'à ce que la guerre le prive de tous ses abonnés hors de Suisse et le contraigne de renoncer en 1943.

La guerre finie, il est devenu irréaliste d'espérer repartir seul à zéro. Le 9 décembre 1946 et le 12 février 1947 Edgard Milhaud réunit donc à Berne un groupe de personnalités suisses amies, essentiellement des milieux coopératifs, syndicaux, politiques et scientifiques, qui approuvent et décident de soutenir sa proposition de donner aux "Annales" "une sorte de contrefort moral et scientifique par la constitution d'un centre de recherche et d'information qui aurait qualité, en cas de besoin, pour entreprendre des enquêtes en divers pays, et qui en aurait les moyens". Il en publie en 1948 dans les "Annales" le projet de statuts assorti de considérants où sont exposés les motifs de cette création.

Pour la structure juridique de ce Centre, il s'inspire de l'ancienne Association internationale pour la protection légale des travailleurs et de son Office international du travail, association remplacée après la guerre 1914-18 par la très officielle Organisation Internationale du Travail et le B.I.T. Il rêve même de la possibilité d'une évolution

semblable où, dans le cadre des Nations Unies par exemple, vu l'importance de sa mission, le CIRIEC se verrait substituer une organisation gouvernementale internationale, peut-être même assortie d'une association internationale *non* gouvernementale pour y débattre librement des mêmes questions, à l'instar de l'Association internationale pour le progrès social créée en marge du B.I.T. Ce serait alors un nouveau CIRIEC ! Mais revenons sur terre ...

Très vite Edgard Milhaud a obtenu pour son projet l'appui de personnalités importantes des milieux concernés dans divers pays, surtout européens. La plupart avaient déjà collaboré aux "Annales" avant la guerre. Ils vont constituer le premier Conseil général du Centre international de recherches et d'information sur l'économie collective (CIRIEC). Cette dénomination correspond étroitement à l'objet et à la terminologie propres aux "Annales".

Un peu de terminologie

"Le Centre a pour objet d'entreprendre et de promouvoir, par les moyens en son pouvoir, toutes recherches et distributions d'informations sur l'économie collective dans le monde, considérée dans ses différentes formes et dans leurs relations : régies publiques, coopération, régies coopératives, autres formes d'entreprises d'intérêt général, économie organisée, système des plans, etc." (art. 2 des statuts originaux).

Cet objet clair et vaste ne variera jamais quant au fond mais son expression sera ultérieurement adaptée à plusieurs reprises à l'évolution des préoccupations et de la langue économiques et sociales, voire même aux sensibilités politiques dans divers pays. Ainsi "régies publiques" et "régies coopératives" deviendront "municipalisme", "intercommunales", "entreprises des pouvoirs publics nationaux, régionaux ou locaux"; "système des plans", puis "interventionisme", "initiative économique publique" susciteront tour à tour des réserves dans l'un ou l'autre pays. Le "rôle économique des syndicats" apparaîtra plus tard pour évoluer ensuite vers les notions plus étroites de "cogestion", "autogestion", "participation", non moins sujets de polémique.

Même l'expression "économie collective" (et sa traduction anglaise "collective economy") va soulever des difficultés par l'assimilation qui, consciemment ou inconsciemment, en sera faite avec l'économie "collectiviste" des régimes communistes. Quarante

ans après son adoption par Edgard Milhaud pour les "Annales", elle n'a pas véritablement pénétré le langage économique. Après de nombreuses et longues discussions entre membres francophones, entre scientifiques et gestionnaires publics ou coopératifs, l'expression sera finalement abandonnée tant dans le titre des "Annales" que dans la dénomination du CIRIEC. L'alternative "économie d'intérêt général" ayant elle aussi fait l'objet de réserves, cette fois de la part de scientifiques, c'est finalement à la formulation actuelle, plus lourde mais plus explicite, que l'Assemblée générale de 1974 s'est ralliée : "économie publique, sociale et coopérative". La Section belge a suivi immédiatement ce changement mais la Section française, elle, a maintenu longtemps le vocable primitif.

L'intitulé anglais est quant à lui adapté dès 1964 en "public and cooperative economy". Quant au titre anglais "Annals of Public and Co-operative Economy", il a en 1988 fait l'objet d'une correction suggérée par les économistes anglophones proches de la rédaction des "Annales" et est devenu : "Annals of Public and Cooperative Economics" pour en affirmer le caractère scientifique.

L'expression "économie sociale" a elle aussi fait l'objet de nombreux débats au fil des ans, depuis le B.I.T. jusqu'au Conseil économique et social européen. Dans son acception actuelle, c'est-à-dire cette part de l'économie qui n'est ni publique ni orientée vers le seul profit financier, elle ne correspond pas au sens qu'elle avait antérieurement dans l'histoire de la pensée économique. Outre les associations, fondations ou institutions similaires générant des activités économiques "non profit", elle comprend évidemment aussi les mutuelles et la coopération. Si cette dernière est expressément reprise dans la dénomination nouvelle, c'est d'une part pour en souligner l'importance, mais aussi, plus prosaïquement, pour garder un sens au C final du sigle du CIRIEC auquel on ne voulait pas toucher.

Toute organisation ou association internationale connaît des problèmes de terminologie entre les différentes langues qu'elle emploie. La traduction allemande de la dénomination du CIRIEC n'y a pas échappé. L'expression "Kollektivwirtschaft" ne fut utilisée que par quelques rares auteurs ou traducteurs. Par contre l'expression "Gemeinwirtschaft" qu'Edgard Milhaud avait adoptée dès 1925 pour l'édition allemande des "Annales" semble mieux connue dans la langue et la littérature économique allemande, bien que son contenu précis ait été aussi controversé. En 1923 déjà paraissait à Greitz une revue intitulée "Die Gemeinwirtschaft" dont le rédacteur a par ailleurs

publié un livre en 1925 sous le titre "Die Gemeinwirtschaft als gesellschaftliches Verfassungssystem" (L'économie collective comme système social fondamental"). Dans les années 1950 existait encore à l'Université de Hambourg une Akademie für Gemeinwirtschaft.

Dès 1953, à l'occasion du 1er Congrès international de l'économie collective, est créée une Commission de terminologie placée sous la direction du Professeur Gerhard Weisser, de l'Université de Cologne. Elle a pour mission d'élaborer une terminologie aussi uniforme que possible de l'économie collective. Mais après quatre années de réunions et de rapports, force fut bien de constater que les discussions s'enlisaient de plus en plus, sans espoir d'aboutir à un concept clair, universellement admis, tant divergent les structures et les options nationales en ce domaine. La controverse dure d'ailleurs toujours. La Société fondatrice de la future Section allemande à Berlin travaillait déjà sur une définition en 1954. Quant à la Section autrichienne, elle fut fondée en 1952 en tant que "Arbeitsgemeinschaft der österreichischen Gemeinwirtschaft (AdöG)", terme sous lequel était compris à cette époque en Autriche, l'ensemble de l'économie non privée (économie publique, coopératives, etc.). En raison de difficultés de traduction de ce terme en français et en anglais, mais aussi au vu de la structure du travail au sein du CIRIEC, la dénomination de la Section a été modifiée en 1990. Elle s'appelle désormais "Verband der öffentlichen Wirtschaft und Gemeinwirtschaft", désignant à présent l'économie sociale telle qu'elle est entendue dans sa définition usuelle française, également adoptée par le CIRIEC (c'est-à-dire les coopératives, mutualités, associations et fondations).

LES PREMIERS PAS - GENEVE 1947 - 1957

Deux organisations suisses (l'Union suisse des coopératives de consommation et l'Union syndicale suisse) vont donner à Edgard Milhaud les moyens de relancer les "Annales" dès **1948**. Le premier numéro s'ouvre par un bilan du passé de la revue, un programme et un appel pour assurer son avenir, suivis de la présentation des statuts du CIRIEC. Les promoteurs suisses – dont surtout Charles-Henri Barbier, Jean Möri et Jean Treina – constituent virtuellement le premier Conseil d'administration.

Dans le premier Conseil général, composé des personnalités suisses et étrangères qui ont accordé leur soutien à l'initiative d'Edgard Milhaud, on relève les noms d'hommes d'Etat comme Edouard Herriot, Léon Blum et Paul Ramadier pour la France, Louis de Brouckère, Camille Huysmans et Joseph Merlot pour la Belgique, le Secrétaire général de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux, le Président de la Ligue coopérative des Etats-Unis, de hauts dirigeants des mouvements coopératifs britannique, belge, français et même chinois et indien, des personnalités scientifiques dont Ernest Labrousse, Bernard Lavergne, Georges Fauquet, Jean Marchal, François Perroux, Georges Lasserre, Angelos Angelopoulos, ...

Pendant 10 ans, c'est essentiellement avec le soutien des organisations suisses amies qu'Edgard Milhaud va assurer la publication et la relance des "Annales", en français et en anglais d'abord, en allemand trois ans plus tard. Il faut au plus vite reconstituer le cercle des abonnés. Pour ce faire, il voyage en Suisse, en France, en Belgique, en Allemagne, en Autriche. Il écrit à ses nombreux correspondants à travers le monde, aux nombreuses organisations nationales et internationales de caractère social avec lesquelles il a depuis longtemps noué des relations. En 1951, par exemple, il va profiter de la réunion à Genève de l'assemblée constitutive du Conseil des Communes d'Europe pour y attirer l'attention sur le CIRIEC des nombreux représentants des municipalités.

Il établit le montant de la cotisation réglementaire au CIRIEC au niveau du prix de l'abonnement aux "Annales", soit 25 francs suisses (8 dollars, 250 francs belges de l'époque), le prix d'avant-guerre, avec encore toutes sortes de réductions pour membres individuels, souscriptions groupées, etc. Heureusement il compte aussi sur les bonnes volontés pour percevoir des cotisations supplémentaires de soutien.

Déjà dans le deuxième numéro de 1948, il titre : "La Belgique a entendu notre appel. Un Centre de recherches et d'information sur l'économie collective dans la Province de Liège" (les statuts publiés au "Moniteur belge" en 1952 concernent cependant en fait déjà une Section *belge*).

A Lausanne en **1949**, Jean Treina, Conseiller d'Etat du Canton de Genève et ami d'Edgard Milhaud, crée avec des représentants des divers mouvements intéressés une Section romande du CIRIEC.

Comme dans le cas de la Belgique il ne sera bientôt plus question que de l'Association *suisse* du CIRIEC.

En janvier **1950** a lieu à Paris, à l'initiative de Léon Jouhaux, Président du syndicat Force Ouvrière et Président du Conseil économique, la réunion constitutive de la Section française du CIRIEC avec la participation de hauts dirigeants d'entreprises nationalisées, de représentants d'organisations municipales, coopératives, syndicales, de scientifiques, et ... de Guy Mollet, Secrétaire général de la Section française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.).

A partir de **1951**, les "Annales" paraissent régulièrement dans les trois éditions avec un volume annuel de près de 400 pages. La réorganisation des échanges internationaux, le logement, les nationalisations y tiennent une large place. Comme auparavant, Edgard Milhaud y apporte de nombreuses contributions personnelles. Il relève et reproduit les passages les plus intéressants pour l'économie collective dans les publications d'organismes internationaux comme l'ONU, le B.I.T., l'Alliance Coopérative Internationale (A.C.I.).

En **1952** il annonce dans les "Annales" la constitution de l'"Arbeitsgemeinschaft der österreichischen Gemeinwirtschaft (AdöG)", en tant que résultat d'une enquête organisée à l'initiative du Österreichischer Städtebund (Association autrichienne des villes et communes). Celle-ci avait permis pour la première fois de mettre en lumière les attentes et les problèmes du secteur de la Gemeinwirtschaft (économie collective). Le Professeur Hans Bayer de l'Université d'Innsbruck montra l'importance économique et le rôle des entreprises de l'économie collective comme instrument de politique économique. Il fit également apparaître leurs fondements communs malgré leur diversité sectorielle. Le lien entre théorie et pratique était donc déterminant dès les premières intentions de création de la Section autrichienne. De même on fit déjà référence au CIRIEC, fondé à Genève en 1947, et à ses perspectives supranationales. Il s'ensuivit la constitution de l'AdöG avec 52 membres, parmi lesquels 15 entreprises industrielles, 15 coopératives de consommation, 3 mutuelles d'assurances, 1 entreprise du secteur énergétique et 17 personnalités issues du monde scientifique, économique et de l'administration. Revenant à son rêve, Edgard Milhaud voit dans cette jeune association l'émergence du besoin futur d'une organisation internationale de l'économie collective dépassant le plan de la recherche et de l'information. D'emblée la nouvelle association

nationale autrichienne prévoit l'établissement de relations suivies avec des institutions étrangères qui visent des buts analogues.

En **1953** Edgard Milhaud convoque à Genève le 1er Congrès international de l'économie collective – congrès ouvert donc, et non congrès réservé aux membres du CIRIEC – en marge duquel il organise la première assemblée générale de l'association. Il fixe les dates du Congrès aux 28-31 mai, c'est-à-dire juste avant une Conférence internationale du Travail qui va rassembler à Genève de nombreux représentants d'organisations ouvrières et coopératives et de gouvernements dont certains peuvent être intéressés par l'économie collective.

Devant l'Assemblée générale il fait le bilan des six premières années : la relance difficile et coûteuse mais réussie des "Annales" ; l'existence de sections nationales en Suisse, France, Belgique, Luxembourg (octobre 1951), Autriche ; une section en voie de création en Italie ; l'adhésion directe de grandes organisations nationales de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et d'Allemagne.

Il propose à l'Assemblée de mettre à l'examen une première adaptation des statuts qui prenne en compte l'existence de sections nationales. Celles-ci seront désormais représentées au Conseil d'administration (dont initialement les membres devaient être proches du siège de l'association), lequel applique les décisions de l'Assemblée et du Conseil général, règle le fonctionnement de l'Organe permanent de travail et nomme le directeur. Un Comité exécutif est chargé de la gestion courante. C'est là une structure bien compliquée pour une association qui, en fait, repose encore entièrement sur un seul homme !

En **1954** Edgard Milhaud peut enfin s'offrir le luxe d'une aide de secrétariat permanente. Il a déjà utilisé à plusieurs reprises les services de Germaine Calame pour des travaux de dactylographie. Elle devient sa collaboratrice régulière – théoriquement à temps partiel. Très vite elle se voit confier la tenue des comptes. C'est à cette date que remonte la comptabilité du CIRIEC. Outre les recettes d'abonnements et l'aide suisse, le Centre perçoit alors des cotisations de sections nationales et de quelques organisations membres directs de divers pays.

Une section nationale se crée en Yougoslavie qui se fonde sur l'Union des associations des économistes yougoslaves, dont font partie d'anciens élèves d'Edgard Milhaud. En Allemagne, deux

Instituts de l'Université de Cologne adhèrent au CIRIEC (Forschungsstätte für öffentliche Unternehmen et Institut für Selbsthilfe). Ils sont dirigés par le Professeur Gerhard Weisser déjà chargé par l'Assemblée générale en 1953 de diriger les travaux de la Commission de terminologie. Avec ses collaborateurs et surtout son assistant, Theo Thiemeyer, il va jouer un rôle capital dans ce qui deviendra plus tard la Commission de théorie puis la Commission scientifique.

En juin **1955**, Edgard Milhaud organise à Genève une Conférence du CIRIEC sur la condition des travailleurs dans les entreprises d'économie collective. Plusieurs articles étaient déjà paru antérieurement sur ce thème dans les "Annales", notamment à propos des coopératives. Une enquête l'avait préparée, dont les "Annales" publièrent les résultats la même année ainsi que les diverses contributions à la Conférence.

A l'automne, la Section belge organise à Liège le IIème Congrès. Un nom y apparaît pour la première fois au CIRIEC : Paul Lambert, Professeur à la Faculté de Droit de Liège. Sur la suggestion du Professeur Maurice Delbouille, membre fondateur de la Section belge, il est chargé de faire devant le Congrès "le bilan de l'économie collective dans le monde".

Edgard Milhaud tient toujours fermement les rênes, mais il se préoccupe tout de même de l'avenir du CIRIEC et ... des "Annales". Parmi les amis suisses qu'il a sollicités dans ce sens, personne n'a pu s'y engager. Il s'est donc tourné vers le Professeur Maurice Delbouille et la Section nationale la plus apte à ses yeux à reprendre cette charge. Maurice Delbouille est en effet Sénateur, Bourgmestre d'une Commune de l'agglomération liégeoise et Administrateur-Délégué de l'Association liégeoise d'électricité. Mais il est surtout Professeur de philologie romane et non économiste. Pour lui, le CIRIEC doit avoir à sa tête un économiste qui s'intéresse aux mêmes domaines de recherche, avec les mêmes convictions. Edgard Milhaud fait donc au Congrès de Liège la connaissance de Paul Lambert qui, parallèlement, est nommé Secrétaire général de la Section belge et en dirigera le secrétariat tout neuf.

La révision des statuts proposée en 1953 est adoptée par l'Assemblée générale de Liège. Edgard Milhaud est à présent Président du CIRIEC et Directeur de son Organe permanent de travail.

1956 voit la création de deux nouvelles sections nationales . Au début de l'année, une Section italienne est fondée à Milan à l'initiative du Dott. Alberto Mortara avec l'appui de la Confederazione delle municipalizzazione. Elle s'intéresse surtout à l'économie publique et s'est immédiatement dotée d'un comité scientifique groupant des personnalités du monde universitaire.

Dans le même temps en Grèce, le Professeur Angelos Angelopoulos de l'Université d'Athènes fonde une Section hellénique du CIRIEC qui se fixe pour objets d'étude aussi bien le secteur public que le secteur coopératif.

En mai **1957**, le IIIème Congrès se tient à Puteaux, dans la région parisienne, organisé par la Section française. Y apparaissent les noms des principaux animateurs de la Section pour bien des années : Albert Gazier, Maurice Montel, Gabriel Ventejol et Gabriel Rouanet. Sur proposition d'Edgard Milhaud, l'Assemblée générale qui lui fait suite décide le transfert en Belgique, à Liège plus précisément, du siège du CIRIEC et de son Organe permanent de travail dont Paul Lambert devient le Directeur assisté d'Yvonne Gélard, Secrétaire d'administration à la Section belge depuis 1956. Edgard Milhaud garde la Présidence de l'association et la Direction des "Annales". Le Professeur Maurice Delbouille est nommé Vice-Président délégué. Il tiendra un rôle délicat dans le rapprochement entre ces deux fortes personnalités pendant la période qui va suivre.

Fin 1957, à l'occasion d'une réunion du Conseil, Edgard Milhaud vient à Liège inaugurer les nouveaux locaux que la Société Mutuelle des Administrations Publiques (SMAP) met à la disposition du CIRIEC au 45 quai de Rome.

Cette même année, les "Annales" avaient publié à l'occasion du Congrès de Puteaux un numéro consacré à l'économie collective en France. L'Exposition universelle de **1958** à Bruxelles donne à Edgard Milhaud l'idée de consacrer un volume semblable à l'économie collective en Belgique. Ce volume de plus de 300 pages sera entièrement réalisé et financé en Belgique, avec un gros tirage à part qui doit servir à la propagande en faveur du CIRIEC. Edgard Milhaud enthousiaste souhaite qu'il soit procédé de même à chaque congrès.

En **1959**, le IVème Congrès se tient à Belgrade à l'initiative de Aser Deleon, Secrétaire du Conseil central de l'Union des syndicats yougoslaves et ancien élève d'Edgard Milhaud. Les rapports qui y sont présentés sur un thème très ambitieux : "Economie collective et

développement économique", sont d'une qualité exceptionnelle. Rien ne permet à ce moment de prévoir les difficultés à venir de la Section yougoslave. Après la laborieuse publication des actes en Yougoslavie même, la Section nationale va s'éteindre rapidement pour ne renaître que près d'un quart de siècle plus tard à Ljubljana.

LA MARCHÉ EN AVANT AVEC PAUL LAMBERT

1957 - 1977

Dès son arrivée à la tête de la Section belge en 1956, Paul Lambert avait lancé un bulletin périodique "Expériences". Edgard Milhaud, qui attendait avant tout des Sections nationales un concours pour alimenter et diffuser les "Annales", ne manqua pas d'y voir un risque de concurrence interne. Sur ses instances, Paul Lambert s'engagea dans un premier temps à ne publier dorénavant que des articles intéressant plus particulièrement la Belgique. En échange il deviendra Codirecteur des "Annales" à partir de 1960. Dans un second temps enfin, Paul Lambert acceptant de sacrifier "Expériences", Edgard Milhaud décide de lui confier l'entière Direction des "Annales" mais aussi d'abandonner la Présidence du CIRIEC.

Il convoque une Assemblée générale extraordinaire à Genève en mai 1960 qui prend acte de ses décisions et qui élit, selon son voeu, le Professeur Maurice Delbouille Président du CIRIEC ; lui-même devient Président d'honneur de l'Association.

Le soir même, lors d'une cérémonie fraternelle, lui sont remis solennellement les "Seconds mélanges d'économie politique et sociale" édités en son honneur par le CIRIEC. (Les premiers "Mélanges" lui avaient été offerts en 1933 par ses collègues de l'Université de Genève).

C'est à partir de **1960** seulement que les "Annales" vont paraître avec la mention expresse sur leur couverture : "Organe du Centre international de recherches et d'information sur l'économie collective".

Paul Lambert occupe à Liège l'importante chaire d'Economie politique. Grâce aux collaborateurs scientifiques dont il dispose à l'Université et grâce au secrétariat du CIRIEC, il va pouvoir conduire de nombreux travaux de recherches sur des thèmes d'économie

collective. Depuis la publication en 1958 de son livre "La doctrine coopérative", il est lui-même connu comme théoricien de la coopération.

Par achats, abonnements, échanges, un centre de documentation avait été développé à la Section belge, notamment pour alimenter la bibliographie des livres et articles récents sur l'économie collective publiée dans "Expériences" et continuée dans les "Annales" à partir de 1960. Pendant trois années, il servira en outre de base à la publication dans les "Annales" d'une chronique de l'économie collective, sorte de large revue de presse, à laquelle Edgard Milhaud s'était déjà attelé quelque temps entre les deux guerres et dont il se réjouit de voir la reprise.

Dès février 1958 d'autre part, et jusqu'en 1968, l'Organe permanent de Liège a entrepris la publication d'un bulletin d'information interne, "Nouvelles du CIRIEC", appelé à servir de lien avec les sections et entre les sections. Outre une information rapide au lendemain des congrès, le résumé des décisions prises par le Conseil ou l'Assemblée générale, il diffuse des informations sur l'activité des sections nationales, sur les travaux de la Commission scientifique, quelques notes documentaires. Un supplément destiné aux membres belges reprend les informations sur l'économie collective en Belgique antérieurement publiées dans "Expériences".

On y trouve ainsi exposés les débuts du Centre européen de l'entreprise publique (C.E.E.P.) aboutissant à une Conférence sur l'importance du secteur public dans les pays de la C.E.E. organisée à Berlin en novembre 1964 à l'initiative de la Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft, c'est-à-dire, en fait, de la Section allemande du CIRIEC. Paul Lambert a fait partie du groupe de travail chargé de préparer la première conférence (Bruxelles, 1961) tandis que son principal collaborateur, Edmond Langer, lui, était au secrétariat avec Wolfgang Zetzschke, de Berlin, M. Lorenzotti, représentant de l'Istituto per la Ricostruzione Industriale (IRI), et de Henri Gironella, le futur Secrétaire général du C.E.E.P. La deuxième conférence (Rome, 1962) jetait les bases de l'association qui fut définitivement constituée en 1963 à Bruxelles. Le projet de statuts élaboré par la GÖW prévoyait d'ailleurs une liaison avec le CIRIEC. On sait qu'il ne fut pas suivi et que les objectifs respectifs du C.E.E.P. et du CIRIEC étaient, à l'époque, finalement peu conciliables.

Les golden sixties

Les années 1960 sont au CIRIEC – comme dans le monde occidental – des années de croissance. Paul Lambert obtient en Belgique divers financements : pour le CIRIEC lui-même, en tant qu'organisation internationale ayant son siège en Belgique, pour ses recherches et, on l'a vu, pour les "Annales".

Ici aussi, parcourir les "Annales" suffit quasiment pour rappeler le souvenir des activités du CIRIEC :

- Les congrès d'abord, qui en marquent le rythme, avec la tentative utopique d'en publier à l'avance les rapports et, le plus tôt possible après, les actes complets ;
- Les travaux de la Commission de théorie que préside le Professeur Gerhard Weisser sur la formation des prix dans les entreprises publiques, et plus tard sur le financement des entreprises publiques et des coopératives, avec les fidèles collaborations de Theo Thiemeyer et du Professeur Giorgio Stefani, de l'Université de Ferrare ;
- Les travaux de Paul Lambert lui-même en matière de coopération, notamment sur les principes coopératifs ; ceux d'Edmond Langer, son Chef de travaux à l'Université, dont un ouvrage sur les nationalisations en Autriche qui est devenu une référence obligée tant en français qu'en allemand ;
- Les divers travaux confiés à de jeunes chercheurs liégeois, dont une vaste étude sur l'économie collective dans divers pays ou régions du monde.

Parmi les Sections nationales existantes, certaines piétinent mais d'autres se développent rapidement. L'échelonnement des congrès et leur prestige croissant témoignent de cette évolution : Vienne **1961**, Rome **1963**, Berlin **1965**.

En Autriche l'AdöG, l'association qu'anime Karl Pröbsting, Directeur d'une des entreprises de la Ville de Vienne, joue un rôle important de représentation officielle ("Interessenvertretung") des entreprises publiques et, à travers un éventail d'actions médiatiques, un rôle tout aussi important d'information du public sur l'activité des entreprises des secteurs public et coopératif à travers une panoplie d'actions d'information et de vulgarisation.

En Italie, la Section nationale installée à Milan déploie déjà une intense activité en matière de publications et de recherches, surtout axées sur l'économie et les entreprises publiques. Son Vice-Président Alberto Mortara a pu, en effet, s'assurer des collaborations dans diverses universités pour mener à bien les contrats de recherche qu'il décrochait. Il fait profiter le CIRIEC du vaste réseau de correspondants qu'il entretient à travers le monde.

En Allemagne, la constitution d'une véritable Section nationale du CIRIEC s'est décidée en mai 1960 à Berlin par la Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft à laquelle collaboraient déjà étroitement les Instituts du Professeur Gerhard Weisser à Cologne.

La Section belge – devenue Section belgo-luxembourgeoise – va, comme naguère la Section suisse, consacrer l'essentiel de ses moyens humains et matériels au soutien de l'activité internationale.

En France, la Section nationale n'a, semble-t-il, pas eu le temps de profiter pour son expansion des liens privilégiés qu'entretenait Edgard Milhaud dans le pays. L'avènement de la Vème République et les mouvements de personnes à la tête des entreprises nationalisées vont aggraver les difficultés déjà rencontrées, malgré le soutien actif du syndicat Force Ouvrière et du mouvement coopératif de consommation.

L'Association suisse reste fidèle sans parvenir à s'étendre au-delà des coopératives et des syndicats.

Alors que la Section hellénique, sous l'impulsion de Stratis D. Someritis et du Professeur Epaminondas Spiliotopoulos, allait concrétiser son projet d'organiser le VIIIème Congrès international en 1967 éclate, pendant sa préparation, le coup d'Etat des Colonels. Le Conseil du CIRIEC refuse dans ces conditions de tenir le congrès prévu à Athènes et l'on se mobilise pour rembourser l'avance faite par le gouvernement grec déposé. La Section belge s'offre à organiser le congrès manqué à l'automne 1968 à Liège.

Edgard Milhaud a encore pris une part active au Congrès de Vienne puis à celui de Rome en 1963, où la Section italienne fête son 90ème anniversaire. Il décédera peu après, en 1964 à Barcelone. Bien d'autres pionniers du CIRIEC ou des Sections ont à cette époque eux aussi disparu : Paul Ramadier, Karl Honay, Joseph Leclercq, ...

En 1965, sur la proposition du Professeur Maurice Delbouille qui s'était toujours considéré comme un Président de transition, l'Assemblée générale de Berlin porte Paul Lambert à la Présidence de l'Association, cumulant ainsi les fonctions de Président et de Directeur, et élit Maurice Delbouille Président d'honneur.

Les Congrès de Vienne, de Rome, de Berlin puis de Liège en 1968 ont rassemblé des délégations nombreuses. Leur budget va effrayer les Sections moins fortes dont les finances ou le rayonnement ne permettent pas d'envisager une organisation aussi lourde.

Ainsi en **1970**, la Section suisse invite à Montreux non pas un congrès mais un Colloque international dont la participation sera limitée à environ 300 personnes, sans de coûteuses manifestations annexes de prestige. Parmi les rapporteurs on remarque le Professeur Arthur Lerner, de l'Université Sir George Williams à Montréal, qui vient de créer une Section nationale du CIRIEC au Canada. Ce succès est dû aux relations d'Alberto Mortara, à qui l'on doit encore à cette époque la création d'une éphémère Section indienne, dirigée par le Dr. Satish C. Seth de New Delhi, également invité à Montreux.

Plus éphémère encore que l'indienne sera la Section iranienne initiée par un Professeur de l'Université de Téhéran qui avait traduit et publié dans sa langue "La doctrine coopérative" de Paul Lambert.

De nombreuses autres tentatives de créer de nouvelles sections nationales seront faites par Paul Lambert lui-même. Devenu représentant du mouvement coopératif belge au Comité central puis plus tard à l'Exécutif de l'Alliance Coopérative Internationale (A.C.I.), il trouve dans les réunions auxquelles il est amené à participer de nombreuses occasions susceptibles d'aboutir à un résultat.

D'autres membres du Conseil vont eux aussi s'efforcer de faire connaître le CIRIEC. Ce fut toujours le cas de Karl Pröbsting qui fréquentait régulièrement les congrès de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux (IULA). Ce fut le cas aussi d'Anton Rauter qui représentait à l'A.C.I. le mouvement coopératif autrichien. Chacun rendait compte devant le Conseil de ses démarches et des perspectives entrevues. L'échec des tentatives répétées au cours des années 1960 et 1970 en Scandinavie, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne paraît inexplicable alors qu'à de multiples reprises, des rapporteurs de ces pays ont figuré au programme des congrès. Il faudra attendre la fin des années 1980 et les années 1990 pour que

des contacts permanents soient établis en Suède, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. On vit même en Scandinavie, d'une part, à l'Union internationale des transports publics, d'autre part, des initiatives spontanées visant à interroger les milieux ou les personnes concernés sur l'opportunité de créer une Section scandinave et sur l'opportunité d'une adhésion collective. Il semble qu'il y ait eu au CIRIEC manque de temps et de ténacité pour convaincre.

De son côté, André Hirschfeld, Vice-Président de la Section française et Professeur au Collège coopératif, avait de multiples contacts dans des pays en développement de l'Afrique francophone, mais, bien entendu, on ne pouvait parler dans ce cas que de correspondants qui, d'ailleurs, se perdaient rapidement.

En **1972** la Section autrichienne renoue avec les congrès de prestige en organisant à Vienne le IXème Congrès. Compte tenu de la position pivot de l'Autriche entre l'Est et l'Ouest, l'AdöG a obtenu l'accord du Conseil du CIRIEC pour inviter comme observateurs quelques personnalités scientifiques des pays de l'Est. Parmi les intervenants à ce Congrès de réflexion sur "Les tâches d'avenir de l'économie collective", on relève les noms du Président indien Satish C. Seth, invité par les organisateurs, du Professeur Abraham Daniel de l'Université de Tel Aviv, Président de la Section israélienne, et du Dr. Arturo Vainstok, Président du mouvement coopératif agricole et Président de la Section argentine.

En **1974** la Section allemande organise le Xème Congrès à Hambourg. A l'origine principalement limitée à l'économie publique, la Section allemande s'est entretemps étendue *de facto* à une partie du secteur de l'économie collective, qui était désigné à cette époque en Allemagne sous le terme "Gemeinwirtschaft", c'est-à-dire les coopératives de consommation ainsi que les syndicats et leurs entreprises. Pour en tenir compte, la Section allemande avait modifié sa dénomination dès 1970 en "Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft und Gemeinwirtschaft", dénomination qu'elle a gardée jusqu'à l'effondrement de l'économie collective syndicale en Allemagne avant de reprendre son nom d'origine "Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft" en 1988. L'organisation du Congrès de Hambourg a surtout bénéficié d'un important soutien de ces entreprises syndicales. Les organisateurs ont réussi à attirer un orateur de renommée mondiale, l'éminent économiste, le Professeur John Kenneth Galbraith, qui dans le cadre du thème général "Economie collective et qualité de la vie" vint y faire un rapport sur "l'avenir des

grandes sociétés ... de capital". Il y avait eu confusion sur le mot "société" traduit de l'allemand "Gesellschaft" !

L'Assemblée générale qui suit est amenée à examiner un projet de révision des statuts discuté depuis plusieurs années déjà en vue de préciser le rôle du président et de prévoir en outre l'élection de un (ou deux) vice-président(s). Les temps ont changé depuis Edgard Milhaud. Les Sections nationales veulent être mieux associées à la conduite du Centre international, notamment dans l'hypothèse d'une vacance brutale ou provisoire de la présidence.

La crise des années 1970

Le financement des activités internationales a toujours posé problème malgré les efforts d'accroissement notable des cotisations des sections nationales, entre lesquelles subsistent cependant de fortes différences. La Section belge continue de porter le poids du déficit, sans trop se plaindre d'ailleurs aussi longtemps qu'elle n'a pas elle-même de problème sur ce point : c'est le prix de l'installation du CIRIEC en Belgique.

En langue française, le CIRIEC et les Annales ont changé de nom. Paul Lambert s'en explique en tête du volume 1974 de la revue, mais cette adaptation de la terminologie est aussi une des phases de la lutte engagée à l'intérieur et à l'extérieur.

Les entreprises publiques européennes adoptent de plus en plus les modes de gestion du privé, plus performants en termes financiers sinon en termes sociaux. Elles privilégient les contacts internationaux au sein du C.E.E.P. qui est leur relais, leur lobby auprès de la Commission européenne. De leur côté, les mouvements coopératifs de consommation européens peinent à suivre la concurrence des grands groupes privés de la distribution. Les Sections nationales française, belge ou suisse y perdent plusieurs de leurs membres.

En **1976**, avec le concours de Maurice Konopnicki, un ancien collaborateur du CIRIEC à Liège devenu Professeur à l'Université de Haïfa, la Section israélienne, qui s'appuie sur Hevrat Ha'Ovdim, la société holding des syndicats, organise à Tel Aviv le XIème Congrès. C'est la première fois que le CIRIEC sort d'Europe. C'est aussi le premier congrès qui traite de la crise économique. Grâce à Alberto

Mortara toujours, Giuseppe Petrilli, le grand patron du holding pétrolier public italien ENI, y présente un des trois rapports principaux.

L'Assemblée générale qui suit est tendue. La santé de Paul Lambert apparaît déjà bien altérée.

Début **1977**, Paul Lambert a encore eu la force de se rendre en Argentine à l'invitation des coopérateurs et de la Section nationale, mais il succombe en septembre au cancer qui le minait. Quelques mois auparavant il avait demandé à son ancien collaborateur, Joseph Stassart, devenu à son tour Professeur à l'Université de Liège, de le suppléer dans certaines tâches, mais aucune disposition n'avait été prise pour le CIRIEC.

Invité par le Bureau de la Section belge, réuni à l'Hôtel de Ville de Bruxelles par son Président Hervé Brouhon, Joseph Stassart renonce à prendre lui-même la relève mais suggère le nom de Guy Quaden, jeune Chargé de cours à l'Université de Liège. De son côté, André Hirschfeld, Vice-Président du CIRIEC, convoque très rapidement le Conseil à Paris. Comme le prévoient les statuts, c'est lui qui assume la Présidence de l'Association jusqu'à la prochaine Assemblée générale. De son côté, la délégation belge conduite par Hervé Brouhon et Roger Ramaekers, Secrétaire général de FEBECOOP et ami fidèle de Paul Lambert et du CIRIEC, propose au Conseil la candidature de Guy Quaden à la Direction du CIRIEC.

Entretemps le régime des Colonels grecs est tombé. Stratis D. Someritis est rentré d'exil et met un point d'honneur à organiser à Athènes en 1978 le Congrès empêché de 1967.

HOMMAGE A PAUL LAMBERT

1912 - 1977

Paul Lambert partageait avec Edgard Milhaud, tout aussi profondément ancrés, les mêmes valeurs morales, les mêmes convictions politiques, les mêmes aspirations et le même combat. Mais ce n'est pas par la fréquentation des philosophes qu'il est venu au socialisme et au combat social : fils d'une famille et d'une cité ouvrières, il y fut plongé dès son plus jeune âge. Grand, le port impérieux, d'un abord quelque peu distant, ce nordique à la vaste intelligence, à la voix posée et forte et à l'éloquence facile eût pu faire un grand tribun politique si les circonstances et la seconde guerre mondiale n'avaient orienté autrement son parcours.

Docteur en Droit et Licencié en Sciences économiques et sociales de l'Université de Liège puis, en 1939, Agrégé de l'enseignement supérieur en économie politique, adepte enthousiaste des théories de John-Maynard Keynes, brillant analyste des questions monétaires lui-même, il a entamé au retour de la guerre et de cinq années de dure captivité une carrière essentiellement scientifique. Nommé à l'Université de Liège dès 1946, il y devint titulaire de la chaire d'Economie politique à la Faculté de Droit à la fin des années 1950.

S'il apparut en tous points l'homme providentiel capable de continuer l'oeuvre d'Edgard Milhaud au CIRIEC, c'est parce qu'à côté de ses enseignements et de ses recherches purement scientifiques, il n'a jamais renoncé à défendre ses convictions doctrinales à travers des conférences d'éducation ouvrière et nombre d'articles de presse, ou au sein des mouvements coopératifs et syndicaux. C'est à ce titre qu'on le voit en Belgique, d'une part, membre du Comité de direction et du Conseil d'administration de la Société nationale de crédit à l'industrie, d'autre part, Président de FEBECOOP, mouvement qu'il représenta au Comité central et à l'Exécutif de l'Alliance Coopérative Internationale.

Grand débatteur sur les principes coopératifs et la démocratie économique, expert en histoire de la pensée économique, il s'est fait mondialement connaître par son ouvrage, "La doctrine coopérative",

aujourd'hui encore référence obligée pour tout chercheur dans ce domaine, traduit et édité dans le monde entier.

Comme Edgard Milhaud à Genève, il s'est intensément impliqué à Liège dans l'activité universitaire, y développant un important service de recherche et y conduisant notamment la réforme et l'actualisation des études en Administration des affaires.

Paul Lambert connaissait le prix du travail. Tant pour son service universitaire que pour le CIRIEC ou même pour son Amicale d'anciens prisonniers de guerre, il veillait à maîtriser les contraintes matérielles et financières liées à ses projets et cette quête permanente des financements indispensables ne l'a jamais rebuté ni découragé. Plutôt qu'un visionnaire il a surtout été un consolidateur.

Sa patience, sa capacité d'écoute, son humour parfois, son autorité aussi dans la conduite des réunions les plus difficiles lui permettaient toujours d'arriver à un consensus de prime abord impensable.

Ce sont sans doute les lecteurs privilégiés de son récit de captivité "Hommes perdus à l'Est" qui ont pu le mieux mesurer ses qualités de générosité et de chaleur humaine.

LA RELANCE 1978 - 1988

L'Assemblée générale d'Athènes décide la séparation des fonctions de président et de directeur. Elle confirme la nomination de Guy Quaden à la Direction, élit André Hirschfeld Président d'honneur et porte Joseph Stassart à la Présidence. Comme jadis Maurice Delbouille, ce dernier considère son rôle comme transitoire.

Guy Quaden a 33 ans, il a la confiance de la Section belge qui le nomme Secrétaire général. Très vite il va imprimer sa marque aux activités du CIRIEC.

Dès **1978**, les "Annales" vont recevoir une orientation nettement scientifique, avec des numéros thématiques, éventuellement réalisés sous la direction de collègues qualifiés et réunissant des collaborations de haut niveau. Pour des raisons de coût et aussi de qualité, les traductions n'y seront plus systématiques, mais les articles feront l'objet de résumés dans les trois langues. La publication en langue anglaise va progressivement dominer.

Devenu Professeur ordinaire à l'Université de Liège, Guy Quaden consacre essentiellement son enseignement et ses publications à la politique économique. Pour l'étude de l'économie publique, il bénéficiera du concours de son collègue Pierre Pestieau, théoricien internationalement connu. D'autre part son assistant Jacques Defourny se concentrera sur l'étude de l'autogestion et de l'économie sociale.

Ses relations universitaires au Portugal vont lui permettre d'y amorcer la création d'une nouvelle Section nationale et y organiser le XIIIème Congrès à Lisbonne en **1980** sur l'autonomie, le contrôle et la participation dans les entreprises publiques, sociales et coopératives.

A l'Assemblée générale qui lui fait suite, le Professeur Ali Sait Yüksel, de l'Université d'Istanbul, vient annoncer la création officielle d'une Section nationale en Turquie et invite à y tenir le prochain congrès. Prudente, l'Assemblée jugera prématurée cette aventure dans l'inconnu et demande que la nouvelle Section fasse d'abord ses preuves.

L'Assemblée générale de 1980 doit procéder à l'élection d'un nouveau Président en remplacement de Joseph Stassart. Il avait été prévu initialement que la présidence deviendrait tournante, au rythme des congrès. Sur proposition des Sections de langue allemande, Anton E. Rauter, haut dirigeant du mouvement coopératif autrichien et Professeur à la Wirtschaftsuniversität de Vienne, est élu une première fois. C'est un homme dynamique, habitué aux réunions internationales, qui maîtrise parfaitement l'anglais et qui pourra servir le CIRIEC dans ses relations internationales. Il est en effet membre du Comité central de l'A.C.I. Il va pendant 14 ans conduire avec fermeté les débats des diverses instances.

Sollicité à plusieurs reprises, Alberto Mortara, restera pour sa part fidèle à la conception qu'il a toujours défendue qu'il faut à la présidence du CIRIEC une personnalité de très haut niveau international. Il refusera jusqu'au bout de se porter candidat, non sans continuer de se mobiliser pour le développement du CIRIEC.

En mai **1981**, le secrétariat quitte le quai de Rome à Liège pour s'installer avec la Faculté de Droit et d'Economie de l'Université de Liège dans les nouveaux bâtiments construits pour elle sur le campus du Sart Tilman, à la périphérie de la ville. Outre plus de commodité pour le travail du Directeur, cette nouvelle localisation permet de rassembler le secrétariat et les chercheurs et facilite l'accès des étudiants au centre de documentation du CIRIEC.

Avec la participation de Theo Thiemeyer, Professeur à l'Université de Bochum depuis des années déjà, et avec la collaboration de Pierre Pestieau et du fidèle Professeur Giorgio Stefani, de l'Université de Ferrare, Guy Quaden relance la Commission scientifique dont le premier Président est le Professeur Thiemeyer. Les Sections vont contribuer à la constitution d'une équipe internationale nouvelle chargée d'étudier la privatisation des entreprises publiques qui, après l'expérience thatchérienne, va contaminer l'un après l'autre les pays européens. La Section française obtient ainsi le précieux concours de Lionel Monnier, jeune Professeur à l'Université de Rouen, dont le CIRIEC avait déjà pu apprécier les grandes qualités scientifiques lors d'un colloque sur la tarification de l'électricité tenu à Liège en 1978. Après s'être affirmé à la tête du Groupe de travail chargé des entreprises publiques – parallèlement au Groupe de travail consacré à l'économie sociale sous la direction de Jacques Defourny –, il succédera à Theo Thiemeyer, brutalement décédé fin 1991, à la tête du Conseil scientifique.

En **1982**, pour la troisième fois, le Congrès international se tient à Vienne, avec la même organisation impeccable, le même faste. Pour Karl Pröbsting, alors âgé de 70 ans, c'est l'apothéose avant la retraite. Pendant près de 30 ans il a participé très activement à toutes les réunions. Exigeant, souvent critique, toujours amical, il fut un des hommes du CIRIEC les plus fidèles et les plus fiables. Sa succession ira à Herbert Tieber, qui assumera cette fonction jusqu'à son décès prématuré en 1990. En tant que Député du Tyrol au Parlement autrichien de 1984 à 1987, Herbert Tieber a pour la première fois mis en lumière les conséquences économiques néfastes des réflexions de type idéologique telles que celles avancées par les conservateurs lors de la première grande campagne de privatisation des entreprises publiques.

La situation de la Section française fluctue au gré des soutiens et des appuis, comme celui de Force Ouvrière qui s'est relâché quelques temps, après le décès de Gabriel Ventejol. C'est essentiellement par la voie de l'économie sociale qu'elle survivra grâce à François Soulage, qui fut Délégué interministériel à l'Economie sociale, et à Jacques Vattier, Président de la Mutuelle des P.T.T.

La Section hellénique s'est à nouveau endormie après le Congrès d'Athènes et le décès de Stratis D. Someritis. Seul le Professeur Constantin Delis de l'Université d'Athènes, continue de participer personnellement aux travaux de la Commission scientifique sur les entreprises publiques.

Guy Ouaden reprend contact avec les Canadiens pour qui le sigle CIRIEC est devenu Centre Interuniversitaire de Recherches et d'Information sur l'Economie Coopérative. Les liens sont rétablis mais la Section est devenue québécoise et francophone. Là aussi l'économie sociale constitue le point de rapprochement.

Dans l'Espagne libérée du régime franquiste, l'action du CIRIEC dans le domaine de l'économie sociale va éveiller l'intérêt du Directeur du Département de la Coopération au Ministère du Travail, Sebastián Reyna. Une réunion de contact est organisée à Ségovie en **1984**. Luis Alberto Carello, de la Section argentine, est sur place pour apporter son témoignage et encourager le projet. Une autre réunion de contact a lieu un peu plus tard à Séville en liaison avec une séance du Praesidium du CIRIEC. L'Assemblée constitutive de la Section espagnole du CIRIEC se tint à Torremolinos (Málaga) en 1986 et c'est au Professeur José Luis Monzón Campos de l'Université de Valencia,

élu Président, que reviendra le lancement effectif du CIRIEC en Espagne. José Luis Monzón Campos et son collègue Manuel Sánchez Ayuso avaient déjà eu des contacts avec le CIRIEC en 1981-1982 pour la création d'une Section. Bien structurée, s'appuyant essentiellement sur le mouvement coopératif, la nouvelle Section nationale participera en force aux Congrès de Bruxelles, de Bordeaux et de Portorož, avant d'inviter elle-même un Congrès à Valencia en 1992.

Le déclin du mouvement coopératif de consommation a aussi touché la Suisse. Pendant de nombreuses années, Werner Bleile, Directeur de la Banque centrale coopérative à Bâle, a présidé l'Association suisse du CIRIEC. Son successeur Peter Buser, autre fidèle du CIRIEC, dut bien se résoudre à constater l'abandon des membres traditionnels, l'absence d'autres perspectives et le manque d'intérêt en Suisse pour l'orientation scientifique prise par le CIRIEC. Au cours d'une ultime réunion du Conseil international invité à Bâle en 1986, la Section suisse annonça son intention de se dissoudre.

La Section allemande va, elle, subir le contrecoup de l'effondrement de l'économie collective syndicale dans son pays et recentrer à nouveau ses activités sur l'économie publique.

Guy Quaden relance d'autre part en Belgique divers projets de recherche qui touchent à la fois son Service de politique économique à l'Université et le CIRIEC. Il a obtenu la confiance des institutions de l'économie sociale et a, par ailleurs, succédé à Joseph Stassart à la Présidence du Conseil Central de l'Economie, le Conseil économique et social belge.

Dans le cadre de la fructueuse collaboration qui s'est instaurée avec son collègue Pierre Pestieau, il associe le CIRIEC à l'organisation d'un important Symposium international sur l'étude des critères de performance des entreprises publiques. Jacques Defourny, de son côté, réunit à Liège en 1985 une Conférence internationale de l'économie sociale à laquelle participent la plupart des théoriciens de cette discipline. Les "Annales" en publieront nombre de contributions en 1986.

En 1984, la Section italienne invite à Florence le XVème Congrès international sur le thème "Développement ou stagnation : l'intervention publique et coopérative dans l'économie nationale et internationale". Ce fut un congrès fastueux pour lequel Alberto Mortara, comme en 1963, obtint la participation de rapporteurs de

tout premier plan : les Ministres Michel Rocard et Benjamino Andreatta, le Professeur Lester Thurox (USA) et l'ancien Premier Ministre britannique Edward Heath.

La Section belge invite à son tour le XVIème Congrès à se tenir à Bruxelles en **1986** sur le thème du "financement de l'économie publique, sociale et coopérative". Elle a pu obtenir pour ce projet des patronages et des financements exceptionnels. Le Roi en rehaussera de sa présence la séance solennelle d'ouverture avant de se faire présenter les rapporteurs et les principaux dirigeants du CIRIEC.

En **1988**, trente ans après le Congrès de Puteaux, la Section française, redynamisée par son nouveau Président Jacques Vattier, est en mesure d'organiser à Bordeaux le XVIIème Congrès sur "Les systèmes d'économie mixte dans les économies modernes". Le mouvement mutualiste y constitue le noyau dur de la participation française. Les délégations belge et autrichienne dominent encore largement, mais l'assiduité aux séances récompense mal l'effort des organisateurs. Le jeune CIRIEC-España y fait en tout cas la preuve de son efficacité.

En janvier **1990**, le Secrétaire général de la Section autrichienne, Herbert Tieber, décède à la suite d'une pénible maladie. Il n'a que 47 ans. Son successeur est Gerhard Greiner, déjà actif au sein de la Section depuis 1971. Il avait apporté une aide déterminante à l'organisation des Congrès du CIRIEC à Vienne en 1972 et 1982.

En février 1990, la Section italienne se retrouve brutalement orpheline. Alberto Mortara qui l'avait créée et dirigée personnellement pendant toutes ces années meurt sans avoir, malgré son âge, songé sérieusement à sa succession. Trois de ses amis, Massimo Pinchera, Giuseppe Bognetti et Dante Cosi, aidés de la fidèle Marisa Gipso, assureront la survie de ce qui fut sans doute son oeuvre la plus chère. Pour le Centre international qu'il a servi plus que tout autre, c'est la disparition du dernier pionnier de la lignée d'Edgard Milhaud et c'est la perte de son ambassadeur le plus efficace. Son dernier succès avait été la création d'une Section nationale au Japon, section qui s'était d'emblée manifestée à chaque congrès dès 1986 et, malgré la distance, lors de réunions du Conseil et des Commissions scientifiques.

En 1990, faisant confiance à la nouvelle Section yougoslave basée à Ljubljana (Slovénie) et dirigée par Rado Bohinc, le CIRIEC tient le XVIIIème Congrès à Portorož, au bord de l'Adriatique, à

quelques kilomètres de Trieste. Le pays veut s'intégrer à l'économie de marché européenne et étudie pour cela les moyens de réformer son système autogestionnaire. Il s'en fallut de peu pour que ce congrès avorte comme jadis en Grèce : un an après éclataient les dramatiques événements que l'on sait qui épargnèrent cependant très largement la Slovénie.

VERS L'AN 2000

Un peu avant le Congrès de 1988, Guy Quaden venait d'être appelé au Directoire de la Banque nationale de Belgique. Il lui fallait donc passer la main au CIRIEC. Ainsi, il propose à l'Assemblée générale de Bordeaux, qui l'accepte, la candidature de son collaborateur universitaire, Bernard Thiry. Fidèle au CIRIEC cependant, il restera Vice-Président de la Section belge et Vice-Président du Centre international.

Bernard Thiry a 34 ans. Il est spécialiste en économie du travail et en économie des transports. En succédant peu après à Joseph Stassart à la chaire d'Economie politique de l'Université de Liège, il prend en fait aussi la suite de Paul Lambert. Les contacts excellents qu'il sait entretenir aussi bien dans les milieux scientifiques que dans les milieux politiques ou socio-économiques belges, l'aisance avec laquelle il s'est immédiatement adapté au CIRIEC et sa détermination dans l'action porteront très vite leurs fruits.

Il faut dire aussi que Guy Quaden lui a laissé un bel "héritage". Il trouve à son entrée dans le CIRIEC un secrétariat parfaitement rôdé, bien étoffé, bien équipé et qu'il connaît déjà. A Suzy Lhonneux, Marilyn Garcia et Christine Dussart viendront se joindre plus tard Hélène Lopez, Carmela De Cicco et Gunther Vranken. Entouré d'une belle équipe de chercheurs, travaillant en parfaite symbiose avec d'autres services universitaires à Liège, en Belgique et en dehors de celle-ci, grâce notamment au développement des travaux des Commissions scientifiques, il entraîne le CIRIEC dans une nouvelle dynamique.

Il commence par rassembler autour des "Annales" un vaste cercle de cautions et de collaborateurs scientifiques. Il restructure la rédaction autour de ses tâches scientifiques propres et la débarrasse des contraintes matérielles de la gestion en passant contrat avec des

éditeurs spécialisés, dans un premier temps les Editions De Boeck à Bruxelles, puis Blackwell Publishers à Oxford (UK).

D'emblée il se familiarise avec le domaine de l'économie sociale pour pouvoir se faire l'apôtre du CIRIEC dans ce secteur également et présider notamment à la création du Comité consultatif des coopératives, mutualités, associations et fondations de l'Union européenne. Avec Barbara Sak, son précieux bras droit, ils se partagent les démarches liées aux contrats de recherches, les relations internationales, la préparation des congrès, des réunions et des travaux des commissions scientifiques. Entre ses cours à l'Université, Bernard Thiry se fait ambassadeur et se déplace partout où s'offre une perspective nouvelle pour le rayonnement du CIRIEC.

Le Professeur Lionnel Monnier, de l'Université de Rouen, préside le Conseil scientifique international dont les deux Commissions principales sont elles-mêmes dirigées par le Professeur Helmut Cox de l'Université de Duisburg, pour les entreprises publiques, et par le Professeur José Luis Monzón Campos de l'Université de Valencia, pour l'économie sociale et coopérative. Pleinement soutenus par Bernard Thiry, ces responsables des instances scientifiques ont initié au sein du CIRIEC une dynamique de publications basée sur leurs travaux respectifs. Ainsi depuis 1992, une dizaine d'ouvrages ont été publiés, sans compter les éventuelles parutions dans plusieurs langues.

Après la Slovénie, c'est le CIRIEC-España qui invite à Valencia en **1992**, le XIXème Congrès dont le prestige et la participation n'auront rien à envier aux plus grands des congrès antérieurs. Les travaux sur le thème général "Concurrence, missions publiques et solidarités" y sont partagés entre des séances parallèles, l'une pour l'économie publique et l'autre pour l'économie sociale où les débats seront particulièrement animés. De même qu'à Bruxelles en 1986, où avait été distribué un volume rassemblant les travaux de la Commission scientifique sur la privatisation des entreprises publiques, les participants recevront à Valence un ouvrage contenant le résultat des travaux de l'autre Commission scientifique sur "Economie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique".

A l'Assemblée générale de Valencia, une délégation suédoise vient annoncer officiellement la création d'une Section nationale en Suède. Elle se fonde sur l'Institut de recherche et de développement coopératif suédois (KOOPI) et la Société suédoise pour les études coopératives. Elle s'intégrera immédiatement aux travaux

scientifiques en cours et participera dès lors activement aux diverses réunions. Tout comme en Espagne, sa structure et son dynamisme la hausseront vite au niveau des sections nationales les plus actives et les plus fiables. Pour la première fois, le Conseil du CIRIEC pourra se réunir à Stockholm en **1994**. Il se réunira également la même année à Montréal attestant de la consolidation des liens avec le CIRIEC-Canada sous l'égide notamment de Marie-Claire Malo, de Benoît Lévesque et de Carol Saucier.

En 1994 la Section autrichienne, le Verband der öffentlichen Wirtschaft und Gemeinwirtschaft, invite à Graz le XXème Congrès autour du thème "Coopération et non confrontation – Stratégies futures pour l'économie mixte". Malgré les circonstances qui rendent l'existence et la légitimation de l'économie publique et sociale de plus en plus difficiles, la Section autrichienne parvient à réunir comme orateurs tant le Chef d'Etat que le Ministre directement concerné par la problématique (Viktor Klima, Membre du Conseil d'administration de la Section autrichienne et du Centre international et Chancelier autrichien depuis novembre 1996) mais aussi d'importantes personnalités nationales et étrangères.

A l'Assemblée générale qui se tient en marge du Congrès de Graz, Anton Rauter passe la main et cède la Présidence du CIRIEC à Fritz Gautier. Président-Directeur général (Sprecher des Vorstandes der Gas-, Elektrizitäts- und Wasserwerke Köln AG) et Vice-Président de la Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft, Fritz Gautier, un des plus éminents défenseurs de l'économie publique en Europe, devient ainsi le sixième Président du CIRIEC.

En **1996**, pour la deuxième fois, le CIRIEC tient son Congrès à Lisbonne. Grâce à l'implication personnelle de Herlânder Estrela, Madalena Santos Ferreira et Manuel Canaveira de Campos, ce XXIème Congrès est une grande réussite. Les plus hautes autorités du pays hôte, Président et Premier Ministre en tête, et l'ancien Président, Dr. Mario Soares, y participent.

Ici l'histoire a rejoint le présent. C'est donc dans les rapports d'activités ou dans le "CIRIEC-News" qui viennent d'être relancées que l'on pourra dorénavant suivre la marche du CIRIEC.

Ici encore peuvent être répétées, sans fausse modestie, les toutes dernières paroles qu'Edgard Milhaud a prononcées au CIRIEC lors de la clôture de l'Assemblée générale de 1963 à Rome : "... J'ai suivi vos travaux. Ils sont d'un incomparable niveau scientifique. Ils

sont à la hauteur de la superbe revue que sont devenues les "Annales" ... Quant à notre organisation, je l'admire ... Le CIRIEC vit, grandit. Je crois pouvoir déclarer : le CIRIEC atteindra tous les objectifs qu'il s'est proposés."

50 ans est un bel âge pour une association quelle qu'elle soit. Après son fondateur Edgard Milhaud, la nôtre a eu la chance de rencontrer sur sa route Paul Lambert, Guy Quaden et enfin Bernard Thiry – tous hommes de grande valeur scientifique, hommes à la plume et à l'éloquence brillantes et, chacun à sa façon, hommes de cœur et de convictions solides.

Le point culminant de la célébration de ce **cinquantenaire** sera l'organisation le 26 septembre 1997 à Bruxelles d'un colloque sur le thème "L'économie publique, sociale et coopérative au service de l'intérêt général. Quels rôles au XXIème siècle ?". Celui-ci rassemblera, outre tous les amis du CIRIEC, de nombreuses personnalités du monde politique, économique et scientifique mais aussi de l'administration et des syndicats tout comme des représentants issus des différents secteurs d'activité relevant des champs d'intérêt du CIRIEC.

LES "ANNALES"

I. Les "Annales de la régie directe"

Seul contre une presse aux ordres, Edgard Milhaud décide en 1908 d'engager une campagne contre les compagnies privées de chemins de fer en France qu'il accuse de sacrifier la sécurité à la rentabilité. Il réclame leur reprise par l'Etat – à l'exemple de ce qui s'est fait dans d'autres pays comme les Etats allemands, la Suisse, la Belgique, l'Autriche – de même d'ailleurs que la mise en régie d'un certain nombre de services économiques. Coup d'audace – comme il le dira lui-même en 1948 –, sans capital, sans éditeur, la création des "Annales de la régie directe" représente pour ce jeune Professeur français de l'Université de Genève "un devoir social sacré". Paul Lambert reconnaîtra en lui le père de l'économie publique.

Les chemins de fer, la municipalisation des services publics constituent la matière de la revue jusqu'à la première guerre mondiale. Outre de nombreux articles, généralement courts, chaque numéro contient une chronique et une bibliographie spécialisées. Edgard Milhaud y contribue lui-même abondamment. Albert Thomas et Jean Jaurès y puisent des informations précieuses pour leurs luttes politiques. Parmi les premiers auteurs, on relève Edouard Herriot, Emile Vandervelde, Alessandro Schiavi, ...

La guerre 1914-1918 n'interrompt pas la publication des "Annales", mais le volume annuel diminue de 400 à 200 pages. Les oeuvres municipales de ravitaillement y tiennent une bonne place et on note ainsi en 1915, sous la plume d'Ernest Poisson, un premier article sur la collaboration coopérative et municipale pour la vente de la viande à Paris. En 1918 paraît déjà un mémoire du Ministère allemand de l'Economie sur la construction de l'économie collective (Gemeinwirtschaft) et, côté belge, en 1919 et 1920, des articles de Jules Seeliger sur l'organisation de l'assurance municipale et intercommunale, la future SMAP. Ce sont là les premiers signes de l'élargissement du champ des "Annales" qui se traduira en 1925 par le changement de leur titre en "Annales de l'économie collective".

II. Les "Annales de l'économie collective"

A partir de 1925, Edgard Milhaud ajoute à l'édition française trois autres éditions : une allemande "Annalen der Gemeinwirtschaft", une anglaise "Annals of Collective Economy" et une espagnole "Anales de la economía colectiva". Les thèmes habituels en seront les nationalisations et socialisations d'entreprises, l'action collective en faveur du logement, l'organisation de l'économie en vue de la paix, la collaboration des coopératives et des communes, l'économie publique, la participation des travailleurs dans les administrations, les entreprises publiques ou les coopératives, diverses expériences coopératives. Citons au passage déjà "Les entreprises industrielles privées du Reich et des Etats allemands" et en 1928 "Dix ans d'économie collective en Autriche".

Au cours des premières années, les articles publiés concernent le plus souvent des pays d'Europe occidentale et assez régulièrement les Etats-Unis. En 1930 Edgard Milhaud introduit un numéro consacré à l'U.R.S.S., mais dans l'ensemble les "Annales" ne se sont guère intéressées aux pays à régime communiste.

La crise des années 1930 se traduit dans les "Annales" par une série d'articles traitant du règlement des dettes (Plan Milhaud), de l'organisation de la production et des échanges, de la stabilisation des monnaies et de la compensation internationale organisée (clearing), tous thèmes chers à Edgard Milhaud. Pour sa part, la coopération s'est taillée dans les "Annales" une place de choix.

Au début de la seconde guerre mondiale, après un numéro consacré à l'économie collective au Mexique et un autre à la coopération en Suisse, Edgard Milhaud se voit contraint en 1943 d'interrompre la publication sur un ultime numéro contenant la traduction française du Plan Beveridge.

Dans un article de 1967 consacré au fondateur du CIRIEC, le Professeur George Davidovic (Canada) rapporte qu'à la même époque, Edgard Milhaud avait intenté – et gagné – un procès contre un de ses collègues pro-nazi qui avait prétendu que "le Juif Milhaud, sous le couvert d'idéalisme, faisait de l'argent avec ses 'Annales' ". Il en ressortit que pour maintenir sa revue en vie, Edgard Milhaud y avait sacrifié presque toutes ses économies.

Comme on le sait, grâce à la générosité d'amis suisses et à la création du CIRIEC, la parution des "Annales" reprendra en 1948 avec une très grande variété de thèmes parmi lesquels les nationalisations, la planification, le logement, le crédit communal, le mouvement coopératif et, à partir de 1954, ... les Congrès du CIRIEC.

Paul Lambert ne modifie pas sensiblement le contenu des "Annales". Il reprend la publication régulière de la chronique qu'Edgard Milhaud avait réussi à tenir jusqu'en 1932 et de la bibliographie sélectionnée à Liège depuis 1957. Des articles plus théoriques vont aussi y paraître progressivement tandis que toutes informations d'ordre interne au CIRIEC, comme les comptes rendus des assemblées générales en sont écartées.

Depuis le lancement des "Annales" en 1908 jusqu'en 1960 quand il en cède la Direction à Paul Lambert, Edgard Milhaud leur a donné à lui seul près de 3.000 pages de texte. On compte peu de numéros où son nom n'apparaît pas au sommaire. Paul Lambert, lui, n'est pas seul ; une équipe l'entoure. Entre 1960 et 1978, on retrouve parmi les auteurs les noms de la plupart de ses collaborateurs universitaires liégeois, ceux de membres des Sections nationales ou des Commissions scientifiques du CIRIEC.

Apparaissent aussi des thèmes nouveaux comme l'intégration européenne, les multinationales, les pays en développement l'environnement.

III. Les "Annales de l'économie publique, sociale et coopérative"

"Autre nom, même contenu" explique Paul Lambert en ouvrant en 1974 le 62ème volume annuel de l'édition française. Cependant les "Annales" marquent le pas. Hors les congrès et les collaborations que l'on vient d'évoquer, il faut reconnaître que la qualité et la sélection des articles sont parfois contestables.

Après le décès de Paul Lambert en 1977, le nouveau Directeur va s'attacher à recentrer la revue sur les matières qui ont toujours fait son originalité, à en renforcer le caractère scientifique à travers le choix des thèmes et la sélection des articles. La période 1980-1990 compte ainsi de nombreux numéros thématiques pour lesquels Guy Ouaden a obtenu des collaborations de très haut niveau. Ainsi : La tarification de l'électricité – Politique de localisation des services

publics – L'Etat et l'acier en Europe – Le contrôle des prix – Crise et renouveau de la planification – Marchés publics et politiques économiques – La privatisation des entreprises publiques – Mesure de la performance des entreprises publiques de transport – Le financement des coopératives de travailleurs et des entreprises autogérées.

La diffusion des "Annales"

En 80 ans la revue a perdu progressivement son monopole de source d'information sur les entreprises publiques et les coopératives. De nombreuses autres revues de caractère plus sectoriel (par exemple celles du B.I.T., de l'A.C.I., celles de nombreuses institutions nationales d'études coopératives, du mouvement communal, ...) et même des bulletins d'entreprises ont de leur côté diffusé auprès de cercles de lecteurs bien ciblés les informations qui les intéressaient plus particulièrement.

Edgard Milhaud saluait cette évolution et même en rendait compte dans les "Annales", mais au CIRIEC il a tout de suite tenté d'éviter la dispersion des publications. S'il a bien obtenu de la Section belge qu'elle renonce à son bulletin "Expériences", il n'en a pas été de même avec d'autres Sections nationales.

En Italie d'abord, mais là c'était une question de langue qui empêchait une large diffusion des "Annales". Par ailleurs, la Section italienne édite dès 1971 sa propre revue scientifique, "Economia pubblica".

En Allemagne et en Autriche, les publications propres aux Sections nationales portent atteinte à la diffusion de l'édition allemande des "Annales", d'autant qu'elles contiennent principalement des traductions d'articles étrangers. Les tentatives de ces Sections pour accroître la diffusion de l'édition allemande des "Annales" et même la révision des traductions à Berlin n'y purent rien changer. Quoique cette édition allemande offre un complément toujours le bienvenu aux revues des deux Sections, du point de vue autrichien elle perd de plus en plus de son attractivité, tant au niveau des thèmes traités qu'en raison de son type de parution.

De la revue autrichienne fondée en 1962, deux publications distinctes verront le jour en 1983 : le bulletin d'informations, "ÖW-aktuell", destiné surtout aux membres, et le périodique scientifique,

"Zeitschrift für Gemeinwirtschaft", qui publie également depuis 1994 les rapports présentés aux congrès du CIRIEC.

Du côté allemand, c'est dès 1978 que plusieurs membres allemands de la Commission scientifique du CIRIEC collaboreront étroitement à la revue scientifique fondée par le Professeur Peter Eichhorn, "Zeitschrift für öffentliche und gemeinwirtschaftliche Unternehmen - ZögU". Cette revue spécialisée à caractère nettement scientifique est publiée aux Editions Nomos en étroite collaboration éditoriale avec la Section allemande, la Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft.

Au Canada, en Espagne mais aussi en Argentine, les Sections nationales ont organisé la publication de revues scientifiques propres : "Economie et Solidarités" (anciennement dénommée "Coopératives et Développement") au Canada ; "Revista de debate sobre economía pública, social y cooperativa" en Espagne ; et "Cuadernos de Economía Social" en Argentine. Enfin en France, bien que la Section n'ait jamais édité une revue concurrente, elle était, par des liens de personnes, très proche de la "Revue des études coopératives" devenue par la suite la "Revue des Etudes Coopératives, Mutualistes et Associatives – RECMA". Par contre, comme la Section belge et la Section suisse, la Section française a souscrit bon nombre d'abonnements aux "Annales" pour ses propres membres.

Il faut aussi reconnaître que les scientifiques privilégient la publication de leurs travaux dans des revues économiques de grand renom et même parfois dans des revues qui peuvent se permettre de rémunérer leurs auteurs.

Par tous les moyens en son pouvoir, Edgard Milhaud a cherché à élargir la diffusion des "Annales". Il avait créé les éditions anglaise, allemande et espagnole en 1925 pour sortir du seul champ de la francophonie. L'édition espagnole sera abandonnée après quelques années faute de souscriptions suffisantes. La clientèle de l'édition allemande est toujours restée trop limitée.

A la veille de la seconde guerre mondiale, les "Annales" comptent 165 abonnés aux seuls Etats-Unis et près de 1.000 abonnés pour l'ensemble des trois éditions, et l'équilibre financier est presque assuré. Ce chiffre sera de nouveau atteint en 1960 mais avec un coût plus élevé. Si Edgard Milhaud a pu engloutir personnellement dans les "Annales" une véritable fortune (il cite le chiffre de 120.000

francs suisses pour la période de 1925 à 1933), ce ne lui fut possible que grâce au revenu supplémentaire tiré de sa collaboration de plusieurs années au B.I.T.

Le soutien suisse à la relance des "Annales" puis la naissance successive des principales Sections nationales du CIRIEC se traduisent pour les "Annales" par de substantielles souscriptions d'abonnements aux éditions française et allemande. De son côté, Paul Lambert, après avoir rajeuni la présentation de la revue, notamment par un aplat de couleur pour la couverture et un graphisme plus moderne, entreprend lui aussi une série de campagnes de propagande pour lesquelles on établit des listings qui serviront également pour l'envoi des invitations aux congrès. Sans ordinateur à l'époque, la tenue à jour de tels listings étaient évidemment problématique.

Les tirages largement calculés du passé devaient servir à la propagande et permettre la vente de numéros isolés et de collections. Mais les stocks accumulés depuis 1908 chez les imprimeurs successifs, puis rassemblés à Genève, sont devenus véritablement encombrants. Germaine Calame, l'incomparable collaboratrice d'Edgard Milhaud puis du CIRIEC à Genève, a veillé sur ce stock avec un soin jaloux.

Depuis le minuscule bureau aménagé dans son propre appartement, elle est restée pendant des années seule en charge de la gestion des abonnements (listing, facturation, comptabilisation, ...), de la correction des épreuves – où elle excellait plus que quiconque –, des relations avec les traducteurs et imprimeur de l'édition anglaise, de la vente et de l'expédition des numéros isolés et des collections entreposées dans un vaste hangar loué à la périphérie de la ville.

Si Germaine Calame saluait avec joie chaque commande de collection, cela lui demandait à chaque fois un véritable travail de déménageur parmi un empilement confondant de paquets poussiéreux qu'elle était seule à pouvoir démêler. Seul l'âge la fera céder aux pressions du secrétariat de Liège pour d'abord réduire les stocks à un niveau raisonnable puis finalement les détruire après qu'elle en ait assuré la mise sur micro-fiches des trois éditions. A 70 ans, Germaine Calame se résignera enfin à une retraite bien méritée à l'occasion de l'Assemblée générale de Bruxelles en 1986.

Pendant des années, la partie de la comptabilité des "Annales" tenue à Genève distinguera les ventes de collections "après 1947" de celles des collections antérieures à la création du CIRIEC, qui ont été l'objet d'un acte de donation d'Edgard Milhaud prévoyant que les recettes de leur vente seraient affectées en priorité à la réimpression de numéros manquants ou trop défraîchis, ce qui arriva quelques fois. Les recettes de ces ventes n'étaient pas négligeables. Par ailleurs, pour l'édition anglaise, un contrat fut plus tard passé avec les Editions Swets & Zeitlinger aux Pays-Bas pour la vente et les réimpressions nécessaires, moyennant commission au CIRIEC.

La restructuration

A partir de 1981, à l'exception des rapports aux congrès, des travaux de la Commission scientifique "Entreprises publiques" sur les privatisations publiés en 1986, et de quelques articles particuliers, les traductions – coûteuses et souvent sujettes à critiques – seront abandonnées. Les articles paraîtront désormais en langue originale avec résumés dans les autres langues des "Annales". Les trois éditions sont maintenues, mais seuls les couvertures et sommaires et les résumés diffèrent.

Le Congrès de 1986 à Bruxelles sur "Le financement de l'économie publique, sociale et coopérative" est le dernier dont les actes sont publiés dans les "Annales".

La disparition de la Section suisse en 1989 signifie la perte des abonnements collectifs qu'elle souscrivait aux éditions française et allemande. Après avoir en vain proposé aux Editions Nomos de reprendre l'édition allemande en l'associant à leur "Zeitschrift für öffentliche und gemeinwirtschaftliche Unternehmen", le Conseil international en décide la suppression, tandis que les éditions française et anglaise fusionneront sous le double titre. Tenant compte de la création d'une Section espagnole, les articles feront à l'avenir l'objet de résumés en français, anglais, allemand et espagnol.

Malgré toutes ces mesures et malgré l'évolution des techniques d'impression, la préparation de chaque numéro, la gestion des abonnements et la diffusion des "Annales" continuent de peser lourdement sur l'activité du CIRIEC en termes financiers comme en termes humains. Lorsqu'en 1989, Bernard Thiry prend la Direction des "Annales", sa première tâche sera de négocier avec une maison

d'édition un contrat qui libère le CIRIEC de ce poids et qui lui permette de se consacrer pleinement à la rédaction proprement dite.

Une nouvelle structure éditoriale est d'abord mise en place, qui associe à la rédaction de nombreuses personnalités scientifiques s'intéressant à l'un ou l'autre domaine de recherche du CIRIEC mais sans avoir nécessairement de lien direct avec lui. Les manuscrits reçus font l'objet d'une sélection sur avis de "referees" compétents. Les réunions annuelles du Conseil de rédaction et des rédacteurs associés déterminent le programme des publications futures et les collaborations à réunir.

Première décision prise à la demande des scientifiques anglophones : la correction du titre anglais qui devient "Annals of Public and Cooperative Economics".

Le volume 60 (1989) de l'édition anglaise est le premier de cette nouvelle formule. Cela ne signifie pas l'abandon des grands sujets de préoccupation que rencontrent les membres du CIRIEC face à l'évolution actuelle dans le domaine coopératif comme dans celui des entreprises et services publics ; c'est au contraire la volonté de les aborder plus sereinement dans une optique mieux détachée des contingences de politique économique du moment.

Les "Annales" sont bel et bien entrées dans une vie nouvelle, après avoir été pendant plus de 80 ans le miroir fidèle des événements et de l'évolution de ce siècle.

LES CONGRES INTERNATIONAUX

Le "grand machin" du CIRIEC ! Les premiers Congrès de Genève (1953), Liège (1955), Puteaux (1957) et même Belgrade (1959) furent organisés par et pour les amis et relations d'Edgard Milhaud et du CIRIEC naissant. La formule s'avéra payante comme moyen de promouvoir le CIRIEC, et peut-être même ses idées, et plus personne n' imagine à présent d'y renoncer ou même seulement d'en allonger la fréquence. 500 à 1.000 personnes attendent visiblement chaque fois l'annonce du prochain congrès. Pour leur donner plus d'éclat et plus de retentissement dans la presse et l'opinion publique, et pour assurer à leurs organisateurs un large soutien national, les sections les plus fortes ou les plus médiatisées ont recherché des patronages illustres.

Comme les "Annales", les Congrès visent à faire entendre aux scientifiques la voix des praticiens et des décideurs ; à ces derniers, en retour, les réflexions et les idées des scientifiques sur la spécificité des objectifs et des modes de gestion dans les secteurs de l'économie publique, sociale et coopérative. Comme les "Annales" encore, ils cherchent obstinément à éveiller dans chacun de ces secteurs la conscience d'un objectif fondamental commun de leur action : le service de l'intérêt général.

Il serait fastidieux d'énumérer les thèmes généraux des 20 Congrès antérieurs. Comme les "Annales", toujours ils collent à l'actualité du moment. On en prendra pour exemple le thème du XXIème Congrès de 1996 au Portugal : "Vers quelle cohésion économique et sociale ? – La contribution des entreprises publiques, sociales et coopératives", – sujet et vocabulaire indéniablement à la mode !

A côté des questions de financement du CIRIEC, les séances régulières du Conseil ont toujours consacré une très large part de leurs débats à la préparation des Congrès :

- Choix d'une date qui tienne compte des congrès de l'A.C.I., de l'Union des Villes, du C.E.E.P., ... ainsi que des inévitables élections dans l'un ou l'autre pays.

- Choix d'un thème qui se situe dans le cadre de l'actualité économique-politico-sociale, qui agréée à la Section organisatrice qui va devoir en trouver le financement et qui accroche autant que possible l'intérêt des divers secteurs concernés dans un maximum de pays.
- Le thème des différents rapports. Ici les choses se compliquent puisqu'il faut doser pour chacun des secteurs entre aspects scientifiques et aspects pratiques des sujets choisis.
- Enfin, le choix des rapporteurs. Dans les premiers congrès, les rapports étaient peu nombreux, mais au fur et à mesure de la création des Sections nationales, le CIRIEC n'a pas échappé à la difficulté bien connue dans toute organisation internationale de la répartition des rapports entre les différentes langues (parfois 4 lorsque le congrès a lieu dans un pays où la ou une des langues ne correspond pas à une de celles du CIRIEC – cas de la Belgique, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, ...) et entre des pays de plus en plus nombreux. D'où le nombre toujours croissant de rapports.

Tout cela réglé, commencent avec l'aide des Sections nationales les contacts avec les personnalités envisagées comme rapporteurs. On souhaite évidemment des personnes internationalement connues, attractives. Mais plus elles sont connues, moins on peut être sûr au dernier moment de leur présence effective. C'est là une des raisons majeures pour lesquelles il fallut renoncer très vite à publier les rapports dans les "Annales" avant les congrès.

En outre, la prolifération des rapports a finalement rendu la publication des actes, très longtemps dans les "Annales" puis indépendamment de celles-ci, à la fois trop encombrante et trop coûteuse malgré la contribution financière versée par les organisateurs de certains congrès. Cet abandon n'a certes pas déplu à l'équipe du CIRIEC chargée des comptes rendus. Les enregistrements des travaux réservaient parfois des surprises : des appareils qui tournent et n'enregistrent rien ; une transposition sur cassette qui efface une piste en copiant l'autre ; un enregistrement qui démarre avec une heure de retard, ...

Nombre d'expériences furent tentées au fil des congrès :

- Lors des premiers grands congrès, une rémunération avait été prévue pour les rapporteurs. Pour avoir John Kenneth Galbraith

au Congrès de Hambourg en 1974, la Section allemande a payé le prix fort.

- Comme il l'avait fait lui-même en Italie, Alberto Mortara avait obtenu que les budgets des organisateurs d'un congrès prévoient l'invitation de personnalités scientifiques de pays en développement. Quelques abus appelèrent à la prudence sur ce point.
- L'introduction à la discussion des divers rapports par une série d'interventions préparées, lesquelles, ajoutées au nombre croissant des rapports, réduisaient comme peau de chagrin le temps disponible pour un débat spontané.
- La mise au point puis la diffusion internationale d'une ou de plusieurs résolutions, ce qui impliquait de longs débats en commission à l'intérieur même du Congrès, débats encore compliqués par la terminologie propre à chaque langue et par les sensibilités nationales.
- La publication, dans les "Annales" encore, d'une version complétée et corrigée de la liste complète des participants et organismes représentés aux congrès finit – elle aussi – par être abandonnée, en partie parce qu'elle intéressait surtout les voyagistes et autres opérateurs de congrès.
- La plus récente enfin, la tenue controversée de séances parallèles en fonction des thèmes relevant soit de l'économie publique, soit de l'économie sociale. L'aspect positif en est la possibilité de discussions plus approfondies en groupes plus restreints et plus spécialisés. Les inconvénients proviennent de la scission ainsi provoquée du congrès et du traitement séparé des deux thématiques qui engendrent de plus grandes difficultés organisationnelles et un coût supplémentaire.

Heureusement les congrès restent des occasions de rencontres et de retrouvailles pour les délégués de chaque section nationale, pour les scientifiques hors de leur monde habituel, pour les étrangers un peu perdus parmi les habitués ou tout simplement pour les collaborateurs et les amis du CIRIEC.

Les organisateurs s'efforcent de faciliter ces contacts en introduisant dans leurs programmes des moments de détente : excursions en bateau sur le Danube, sur l'Elbe, sur les lacs de la

Havel à Berlin, ... sur la Meuse ; réception et bal dans la grande salle gothique de l'Hôtel de Ville de Vienne ; l'opera à Vienne ou à Hambourg ; spectacle de mimes à Florence ; des fados au Casino d'Estoril ; un dîner animé par des bateleurs dans une cave de Saint-Emilion ; un somptueux feu d'artifice devant le Monastère de Sainte-Marie du Puig près de Valencia ; un concert d'orgues à Piran en Slovénie ; une réception dans les thermes de Dioclétien à Rome ; la visite d'un kibboutz au bord du lac de Tibériade ; le Cap Sounion, ...

Que de souvenirs pour les quelques fidèles assez âgés pour avoir vécu la plupart des 21 congrès déjà passés, même si l'énumération qui précède semble confirmer l'adage selon lequel les congrès "s'amuse" ...

LES SECTIONS NATIONALES

Forcément, elles ont été évoquées déjà dans l'histoire du CIRIEC racontée au fil des ans. On les reprendra cette fois dans l'ordre alphabétique des pays, qu'elles soient ou non encore vivantes.

La première modification apportée aux statuts en 1957 visait précisément les Sections nationales. Non prévues dans la première version, elles furent expressément mentionnées à côté des autres membres collectifs et dans les divers organes de l'Association. Ni les statuts ni aucun règlement ne fixent leur statut juridique, leur structure, leur champ d'action, le choix de leurs dirigeants et de leurs délégués dans les instances internationales. Seuls les rapprochent les objectifs d'information et de recherches sur un ou plusieurs des domaines du CIRIEC. Leurs seules obligations sont, comme pour tous les membres collectifs ou individuels, le paiement annuel de la cotisation fixée et l'engagement à participer activement aux activités du CIRIEC.

Elles obtiennent même, lors d'une nouvelle modification des statuts, le monopole des adhésions dans leur pays : "Dans un pays où il existe une Section nationale, c'est elle seule qui est membre du CIRIEC." Pour tempérer ce que ce privilège pouvait avoir de potentiellement dommageable pour le CIRIEC dans le cas où une section nationale ne s'intéressait qu'à un des domaines du CIRIEC, ou à une région du pays, ou bien encore n'arrivait pas à atteindre un degré satisfaisant de représentativité, on avait prudemment introduit la restriction : "en principe" c'est elle seule ...

Allemagne

Créée en 1960 à Berlin, la Section allemande du CIRIEC a en réalité un seul membre : la Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft (GÖW). Ses activités sont en même temps celles de la Section allemande du CIRIEC et le Président de la GÖW est également celui de la Section allemande du CIRIEC.

La réunion décisive préparatoire à l'adhésion au CIRIEC avait rassemblé en mai 1960 à Cologne le Président de la GÖW, Dr. Julius Brecht, Directeur du Gesamtverband gemeinnütziger Wohnungsunternehmen (Union des sociétés de logement social) de Cologne, le Professeur Otto Blume de l'Institut für Selbsthilfe à l'Université de Cologne, un représentant de l'Union des Villes d'Allemagne, Karl Osterkamp, Membre du Conseil du syndicat Ö.T.V. (services publics, transports et communications), le Dr. Theo Thiemeyer et le Professeur Gerhard Weisser ainsi que Wolfgang Zetzschke, le Secrétaire exécutif de la GÖW de l'époque.

La Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft existe depuis 1951 et se composait à l'origine surtout d'entreprises municipales de Berlin-Ouest, plus tard de l'ensemble de la République Fédérale d'Allemagne. L'économie communale constitue aussi au début l'essentiel de ses activités. Durant les premières années de son existence, le travail scientifique de la GÖW est organisé en étroite collaboration avec les Instituts du Professeur Weisser à l'Université de Cologne, l'Akademie für Gemeinwirtschaft d'Hambourg et l'Université Libre de Berlin.

Au fil du temps, la GÖW étend son cercle de membres aux entreprises nationales et régionales, en liaison notamment avec l'organisation de l'économie publique en Europe. De la création du Centre Européen des Entreprises publiques (C.E.E.P.) en 1961 jusqu'à l'établissement d'une Section allemande propre, c'est la GÖW qui représente l'économie publique allemande au sein du C.E.E.P. Jusqu'en 1989, le secrétariat de la GÖW à Berlin fait en même temps office de Section allemande du C.E.E.P. Depuis lors, les deux associations ont leur propre secrétariat, placés toutefois sous la même direction.

Dès le début, la fédération allemande des syndicats (Deutscher Gewerkschaftsbund) et ses entreprises ainsi que quelques syndicats isolés ont fait partie de la Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft. Leur importance croissante au sein de la GÖW amène celle-ci à changer de nom en 1970 pour devenir la "Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft und Gemeinwirtschaft". Cette dénomination fut conservée jusqu'à l'effondrement de l'économie syndicale dans les années 1980. En 1988, la GÖW revient à son nom d'origine "Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft". Aujourd'hui, elle compte encore toujours parmi ses membres les syndicats liés aux entreprises publiques.

Jusqu'en 1984, la GÖW édite sa revue propre, qui s'oriente principalement vers la pratique et les problèmes concrets relevant de l'économie publique et sociale. Au début, cette revue porte le nom "Die öffentliche Wirtschaft", ensuite "ÖWG – Öffentliche Wirtschaft und Gemeinwirtschaft". Depuis 1985, c'est la "Zeitschrift für öffentliche Wirtschaft und Gemeinwirtschaft – ZögU", fondée en 1978 par le Professeur Peter Eichhorn, qui sert d'organe à la GÖW. Cette revue présente un caractère nettement plus scientifique que la précédente réalisée de manière interne.

La Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft a de tout temps déployé une activité scientifique intense. A cette fin, un Conseil scientifique (Wissenschaftlicher Beirat), composé d'éminents professeurs et de représentants du monde des entreprises publiques intéressés par l'analyse scientifique, apporte son soutien à la GÖW. Son premier Président était le Professeur Gert von Eynern. Lui ont succédé le Professeur Hans Ritschl, le Professeur Karl Oettle, Dr. Paul Münch et – jusqu'à sa mort en 1991 – le Professeur Theo Thiemeyer. Depuis, c'est le Professeur Peter Eichhorn qui assure la Présidence de cet organe scientifique consultatif de la GÖW.

Le travail scientifique se déroule en assemblée plénière, mais aussi au sein de divers groupes de travail. En sus de suivre de près l'actualité de la politique économique en Allemagne, les études réalisées concernent les fondements de l'économie publique ainsi que les problèmes actuels des différents secteurs économiques, au sein desquels des entreprises publiques, mixtes et autres assurent la fourniture de services d'intérêt général. Les résultats des travaux du Conseil scientifique sont publiés dans une des deux séries de publication de la GÖW ou dans la revue scientifique "ZögU". Selon le cas, ils sont également adressés sous forme de prise de position aux représentants concernés du monde politique, économique et académique ainsi qu'aux autorités administratives.

La Section allemande s'est toujours impliquée activement au sein du CIRIEC, de son Conseil scientifique international et de sa Commission scientifique sur les entreprises publiques. Durant de nombreuses années, le Professeur Thiemeyer de l'Université de Bochum a joué un rôle déterminant dans la promotion du travail scientifique au sein du CIRIEC. Il a assuré la Présidence de la Commission scientifique internationale, réactivée depuis 1978, et ensuite du Conseil scientifique international. Son décès en 1991 a laissé un vide douloureux tant au niveau de la Section allemande que du CIRIEC international. Depuis 1992, c'est le Vice-Président du

Conseil scientifique de la GÖW, le Professeur Helmut Cox de l'Université de Duisburg, qui dirige la Commission scientifique internationale du CIRIEC sur les entreprises publiques.

La Section allemande a brillamment organisé deux congrès internationaux, le premier en 1965 à Berlin, le second à Hambourg en 1974. Elle se prépare actuellement à organiser le XXIIème Congrès à Cologne les 4 et 5 mai 1998 sur le thème "La gestion des ressources humaines dans les entreprises publiques, sociales et coopératives". Par ailleurs, pendant de nombreuses années la Section allemande a organisé les traductions de l'édition allemande des "Annales" et a assuré le contrôle de celles-ci.

Après le Dr. Julius Brecht qui a assumé ces fonctions depuis la création de la Section allemande, la Présidence de la Gesellschaft für öffentliche Wirtschaft, et ainsi celle de la Section allemande du CIRIEC, est passée successivement aux personnes suivantes : Dr. Bernhard Heun, Dr. Paul Bleiß, Dr. Walter Kliemt et Hans-Georg von Koester. Depuis 1990, c'est Felix Zimmermann qui se trouve à la tête de l'Association.

Après Wolfgang Zetzschke au moment de la fondation de la Section allemande du CIRIEC, se sont succédés au poste de Secrétaire général, Folkmar Kath, Dr. Rolf Seeland et Wolf Leetz.

Enfin, par sa participation constructive aux réunions internationales et plus particulièrement par l'engagement manifesté par Fritz Gautier assurant depuis 1994 la Présidence du CIRIEC, la Section allemande s'est toujours affirmée comme un partenaire fidèle du CIRIEC.

Argentine

Les premiers contacts remontent au début des années 1960, lorsque le Dr. Enrique Corona Martínez eut l'idée d'établir une Section nationale du CIRIEC en Argentine. Ensuite, le Directeur de l'Institut des Etudes Coopératives de la Faculté des Sciences Economiques de l'Université de La Plata, le Dr. Erico Emir Panzoni, revint du Vème Congrès de l'Economie collective qui avait eu lieu à Vienne (23-25 mai 1961) avec l'appui ferme du Directeur du CIRIEC, le Professeur Paul Lambert. La publication de son ouvrage "La doctrine coopérative" en langue espagnole aux éditions INTERCOOP fut à cet égard propice et décisive.

Le Dr. Arturo Vainstok, qui a remplacé le Dr. Enrique Corona Martínez à la Présidence de la Confédération des Coopératives de la République d'Argentine, adhéra à l'idée de la fondation d'une Section nationale du CIRIEC en Argentine comme expérience pilote en Amérique puisque celle-ci serait la première section de ce continent. Avec le soutien de Paul Lambert, il formalise la création de la Section argentine et en 1966 il est nommé comme premier Président de la nouvelle institution.

Le Dr. Luis Alberto Carello, qui entretint une correspondance régulière avec le secrétariat international du CIRIEC, avait obtenu le droit de traduire et de publier dans la revue "Economía cooperativa", les articles des "Annales" susceptibles d'intéresser des lecteurs d'Amérique latine et, ce faisant, de faire connaître le CIRIEC sur ce continent.

L'Instituto Argentino de Investigaciones de Economía Social (I.A.I.E.S.) publie régulièrement la revue "Cuadernos de Economía Social" consacrée à des articles portant sur les sujets d'actualité en relation avec les activités des sociétés coopératives et mutuellistes et en particulier sur les services offerts par celles-ci.

La langue et la distance ont forcément limité les contacts avec le Centre international et la présence d'un représentant argentin à une réunion dépendait souvent de la proximité d'une réunion de l'A.C.I. ou d'une manifestation particulière liée à l'économie sociale. Mais récemment sous la direction dynamique d'Arturo Ravina, Président, et de Néstor Sarria, Secrétaire général, la Section argentine a pris un nouvel envol et une délégation importante a assisté au XXIème Congrès du CIRIEC à Lisbonne.

De plus, l'I.A.I.E.S. a constitué trois délégations régionales à Bahía Blanca, Córdoba et Mendoza. La Section s'efforce à présent de développer des contacts avec des organisations soeurs dans le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). En tant que représentant du CIRIEC sur le continent américain, l'I.A.I.E.S. poursuit un programme annuel d'activités telles que publications, réunions des organes exécutifs et recherches dans les domaines relevant de ses sujets d'intérêt.

Enfin, le Comité de direction de l'I.A.I.E.S. rend fidèlement hommage au travail développé par Arturo Vainstok, Président de la Section argentine pendant de nombreuses années (1966-1988),

prestigieux coopérateur de renommée internationale, récemment décédé (début décembre 1996).

Autriche

Le premier contact du CIRIEC en Autriche est la "Österreichische Forschungsstelle für Gemeinwirtschaft" (Centre autrichien de recherche en économie sociale/collective), dirigée par le Secrétaire d'Etat Franz Rauscher, dont les activités se limitaient à un niveau documentaire et statistique. Ce contact est maintenu même après la création de l'"Arbeitsgemeinschaft der österreichischen Gemeinwirtschaft – AdöG" en 1952, qui marque le début de la véritable intégration de l'Autriche dans les activités internationales du CIRIEC. Petit à petit, l'AdöG reprend à son compte les activités de l'ancien centre de recherche et nomme le Secrétaire général, Karl Pröbsting, comme premier membre autrichien du Conseil international du CIRIEC. Comme les autres Sections nationales, l'Autriche est représentée au Conseil international et prend part aux travaux du Conseil scientifique international. Elle est également active dans les Commissions scientifiques internationales qui comptent actuellement six membres permanents autrichiens (Walter Fremuth, Peter Ulrich Lehner, Gabriel Obermann, Stephan Orbán, Reinbert Schauer et Robert Schediwy).

En Autriche, la Section publie deux revues ("ÖW aktuell" et "Zeitschrift für Gemeinwirtschaft") déjà mentionnées, produit annuellement trois émissions de télévision et 42 émissions radio ; elle dispose également d'un service-presse. Chaque année, elle organise un séminaire spécifique à l'intention des journalistes économiques, un colloque scientifique (à Rust, près du Neusiedlersee) ainsi que de nombreuses manifestations, conférences et journées de discussion qui font partie intégrante de son programme de travail.

Depuis plus de 20 ans, des collaborations et contacts réguliers sont entretenus avec les Universités de Vienne, Linz et Innsbruck. Ainsi, à l'initiative de la Section autrichienne, a été installé à Linz en 1971 l'Institut für Betriebswirtschaftslehre der gemeinwirtschaftlichen Unternehmen (Institut pour l'enseignement de la gestion des entreprises de l'économie sociale) sous la direction du Professeur Theo Thiemeyer et ensuite du Professeur Reinbert Schauer. C'était une première au niveau universitaire autrichien.

Depuis sa création en 1973, le Conseil scientifique de la Section autrichienne est placé sous la direction du Professeur Walter Fremuth. Il réunit une série de scientifiques et d'experts éminents d'Autriche mais aussi de pays étrangers. Ce Conseil a initié et encadré plusieurs projets de recherche et de publications, parmi lesquels la publication tous les dix ans du "Handbuch der österreichischen Gemeinwirtschaft" (Vademecum de l'économie sociale en Autriche), dont la dernière édition date de 1992. Mentionnons également le projet de recherche en cours visant à évaluer les limites de l'Etat dans l'exercice de ses missions – au niveau de ses actions mais aussi de ses non interventions. De cette étude critique des éventuelles défaillances de l'économie publique, on cherche, d'une part, à fournir aux décideurs politiques des instruments de décision scientifiquement fondés, d'autre part, à contrer les condamnations arbitraires et indifférenciées de ce secteur d'activité. Cette recherche est menée à l'occasion du 50ème anniversaire du CIRIEC.

Avec l'organisation de quatre congrès internationaux (Vienne 1961, 1972, 1982 et Graz 1994) et une participation record aux autres congrès, avec une présence fidèle et constructive dans toutes les réunions du CIRIEC et avec la Présidence assurée pendant 14 ans par Anton Rauter, l'AdöG, rebaptisée en 1990 "Verband der öffentlichen Wirtschaft und Gemeinwirtschaft", a toujours été et est encore un des piliers du CIRIEC.

Belgique-Luxembourg

Le 9 mai 1949, le Gouverneur de la Province de Liège Joseph Leclercq réunit diverses personnalités locales appartenant aux principaux courants politiques en vue de fonder en Belgique un organisme chargé de l'étude systématique du secteur public de l'économie "ainsi qu'il en existe dans le secteur privé" et qui deviendrait comme ce fut le cas en Suisse une Section nationale du CIRIEC. Pour gagner du temps, on créera d'abord une Section provinciale liégeoise, mais en 1952 ce sont bien les statuts d'une Section belge, association sans but lucratif, que l'on publie au "Moniteur".

L'objectif premier est le soutien aux "Annales" où paraissent tous les travaux du CIRIEC. Parmi les membres du Bureau provisoire on relève les noms de Maurice Delbouille, futur Président du CIRIEC, et du Directeur du Centre d'études coopératives de Liège lequel, répondant d'emblée à l'appel d'Edgard Milhaud, avait abonné 32 de

ses membres aux "Annales". Comme lors de la réunion de Liège en 1949, le premier Conseil d'administration reflète à la fois les tendances politiques traditionnelles du pays et les diverses composantes de l'économie publique et sociale. Il en sera toujours de même.

Le Congrès de Liège en 1955 marque le vrai départ de la Section dont Paul Lambert vient d'être élu Secrétaire général. On connaît le sort du bulletin bimensuel "Expériences" lancé dès 1956 et qui parut pendant 4 ans. Le large soutien rencontré en Belgique valut à la Section nationale de devenir le siège du Centre international et de son secrétariat (Organe permanent de travail) dès l'Assemblée générale internationale de 1957. De 1965 jusqu'au décès de Paul Lambert en 1977, le Président du CIRIEC, le Directeur de son organe permanent de travail, le trésorier et même les contrôleurs aux comptes seront liégeois. L'ancrage liégeois de la Section elle-même est resté très fort grâce aux concours humains, financiers et logistiques qui lui sont assurés par l'Université et par la Société Mutuelle des Administratifs Publiques (SMAP).

La Présidence, d'abord tournante, est tenue depuis de nombreuses années à présent par Leona Detiège, ancien Ministre de la Région flamande et Bourgmestre d'Anvers.

On ne s'étonnera pas que les activités de la Section belge soient avant tout centrées sur le Centre international auquel elle consacre la plus grande part de ses moyens humains, matériels et financiers. Au gré des changements de conjoncture politique et économique, la Section belge a vu ses ressources de plus en plus liées aux contrats de recherche obtenus directement ou par sous-traitance de diverses instances officielles. Cela l'a conduite parallèlement à accentuer et à affirmer son caractère scientifique, évitant ainsi les conséquences trop brutales de la disparition structurelle d'un certain nombre de membres par fermetures, privatisations et restructurations d'entreprises.

Outre les contrats de recherche, la Section belge organise, elle-même ou en collaboration, des colloques sur des thèmes d'actualité belge. Sur la base de la bibliothèque et de la documentation rassemblée depuis le départ et grâce à l'engagement de personnel additionnel dans le cadre des programmes successifs d'aide à l'emploi, elle a pu développer un très riche centre de documentation informatisé sur l'économie sociale. Comme on le sait déjà, elle a organisé trois des congrès du CIRIEC, dont le premier en 1986 à

Bruxelles a été honoré de la présence du Roi Baudouin à la séance solennelle d'ouverture. Enfin, il lui revient d'attribuer d'abord tous les deux ans puis, dès 1996, tous les trois ans, le Prix Joseph Merlot – Joseph Leclercq fondé par un groupe d'entreprises publiques et la Province de Liège pour honorer la mémoire de deux pionniers de l'économie publique et du CIRIEC.

En annonçant dans les "Annales" en 1960 la fusion de la revue belge "Expériences", Edgard Milhaud énumère les Sections nationales déjà existantes et, parmi elles, une Section luxembourgeoise dont la création semble remonter à 1950-1952. C'est la seule mention que l'on en trouve. De son côté, l'Assemblée générale belge de 1958 semblait l'ignorer lorsqu'elle décida d'étendre les activités de la Section belge au Grand-Duché de Luxembourg et donc de s'intituler désormais "Section belgo-luxembourgeoise" du CIRIEC. Un syndicaliste luxembourgeois fut à ce titre élu administrateur.

Canada

En février 1964 le CIRIEC annonçait dans un de ses bulletins internes le projet de création d'une Section canadienne à l'initiative du Professeur Arthur Lerner de l'Université Sir George Williams à Montréal, lui-même en contact avec Alberto Mortara. Paul Lambert avait été invité à un colloque sur l'aide au développement et avait eu l'occasion d'y présenter le CIRIEC lors d'une conférence de presse puis devant le Conseil d'orientation économique du Québec.

Avec l'aide de son collègue Balbir S. Sahni et du Professeur George Davidovic pour la coopération, la Section canadienne est créée en 1966. Une revue est bientôt lancée : "Revue du CIRIEC canadien/Canadian CIRIEC Review", dirigée par George Davidovic, alors Directeur de recherche à l'Union coopérative du Canada. A l'occasion de l'exposition universelle de Montréal en 1967, on envisagea d'y tenir un congrès. Au cours des années 1970, le CIRIEC-Canada fut régulièrement représenté aux congrès et réunions internationales. Il collectait en outre quelques abonnements aux "Annales". Après le départ du Canada du Professeur Arthur Lerner et le décès de George Davidovic, la revue et l'association continuèrent de vivre, mais les contacts avec le CIRIEC international s'espacèrent.

En 1978, Jean-Guy Desforges du Centre de gestion des coopératives de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (Montréal) relance la revue du CIRIEC-Canada en la centrant exclusivement sur l'étude des coopératives et sur la production de langue française en s'appuyant sur le réseau des universités québécoises et canadiennes de langue française. En 1983, cette revue change de nom pour devenir "Coopératives et Développement". Le sigle du CIRIEC est désormais interprété comme désignant le "Centre interuniversitaire de recherche, d'information et d'enseignement sur les coopératives". Au moins un représentant du CIRIEC-Canada participe aux congrès internationaux au cours de cette période.

Dès la fin des années 1980, les contacts s'intensifient à nouveau avec le CIRIEC international dans le cadre des Commissions scientifiques internationales et le Conseil de rédaction des "Annales". Sous la Présidence de Benoît Lévesque, le CIRIEC-Canada réalise un tournant majeur en s'ouvrant aux entreprises d'économie sociale et à l'économie publique. Par économie sociale, il entend "l'ensemble des structures et composantes des économies associative, communautaire, coopérative, mutualiste, parapublique et syndicale, qui ont toutes pour but plus ou moins explicite le service de l'intérêt collectif ou général" (art. 1.3 des règlements généraux du CIRIEC-Canada).

En mai 1996, le CIRIEC-Canada décide de se définir comme le "Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives" (le terme "entreprises collectives" désignant aussi bien les entreprises d'économie sociale que les entreprises de l'économie publique). A la même époque, la revue "Coopératives et Développement" devient "Economie et Solidarités" et le projet d'organiser le XXIIIème Congrès du CIRIEC en l'an 2000 au Canada est à l'étude.

Ecosse

Alors que les tentatives de créer une Section britannique échouaient les unes après les autres, Paul Lambert obtint la constitution d'une Section écossaise à l'Université de Strathclyde où il avait eu des contacts avec quelques collègues. Cette éphémère Scottish Section, qui n'eut jamais de représentants au Conseil international et à laquelle on ne connaît aucune activité, n'a rien à voir avec le Professeur David Heald, actuellement à l'Université d'Aberdeen et qui collabore régulièrement à la direction des "Annales"

et aux travaux de la Commission scientifique du CIRIEC sur les entreprises publiques.

Espagne

En 1981 et 1982, les Professeurs de l'Université de Valence, Manuel Sánchez Ayuso et José Luis Monzón Campos, prennent les premiers contacts avec le CIRIEC international en vue de créer une Section en Espagne.

En 1985, la Direction des Coopératives du Ministère du Travail dirigée par Sebastián Reyna avait organisé à Ségovie un colloque sur l'économie sociale en Espagne auquel assistaient de nombreux représentants de divers mouvements coopératifs et des chercheurs intéressés. L'un d'eux connaissait les travaux du CIRIEC et de Jacques Defourny en la matière et était venu à Liège peu de temps auparavant s'informer sur le CIRIEC et ses Sections nationales.

Dans le cadre de ce colloque, Sebastián Reyna avait réservé une séance à la présentation du CIRIEC. Dr. Luis Alberto Carello, le correspondant habituel du CIRIEC en Argentine, y était aussi invité et put donc expliquer en langue espagnole les objectifs et l'action du CIRIEC, tandis qu'Yvonne Gélard, représentant le Directeur Guy Quaden, y exposait la nature et les activités des sections nationales ainsi que les conditions idéales de réussite pour la création et le développement d'une section nationale solidement structurée et active. Quelques mois plus tard, le Praesidium du CIRIEC fut invité à une réunion de contact avec des personnalités locales à Séville. Mais c'est finalement à Torremolinos (Málaga) que l'initiative se concrétisa et que se créa la Section espagnole du CIRIEC qui nomma comme Président, le Professeur José Luis Monzón Campos. Le CIRIEC-España a son siège à l'Université de Valencia.

Bien que la plupart de ses membres appartiennent au mouvement coopératif ou soient des professeurs d'universités espagnoles spécialisés en économie sociale, la Section espagnole a tenu d'emblée à être associée à l'activité du Centre international non seulement pour les travaux sur l'économie sociale mais aussi sur l'économie publique. Le Professeur José Barea Tejeiro de l'Université Complutense de Madrid, Grand Commis de l'Etat, chargé de veiller au respect par l'Espagne des critères permettant son entrée dans l'Union monétaire européenne comme Directeur du Budget auprès du Président du Conseil espagnol, collabore fidèlement depuis lors aux

travaux de la Commission scientifique sur les entreprises publiques. Le Professeur José Luis Monzón Campos lui-même exerce la Présidence de la Commission "Economie sociale et coopérative".

L'importance de la délégation espagnole aux Congrès de 1986, 1988 et 1990 témoignait déjà du dynamisme du CIRIEC-España. Le Congrès international auquel il convia à Valencia en 1992 en fut la démonstration éclatante, avec la présence de hautes personnalités des gouvernements national et régional et de Valencia. C'est à présent une des sections les plus importantes du CIRIEC.

En dix ans d'existence, le CIRIEC-España a consolidé une revue scientifique dont 27 numéros sont parus jusqu'à présent ; sous son égide, de nombreuses publications sur l'économie sociale et coopérative ont également vu le jour.

France

C'est à la demande d'Edgard Milhaud que Léon Jouhaux avait réuni en 1950 à Paris, dans son bureau de Président du Conseil économique, bon nombre de représentants d'entreprises nationalisées, d'organisations municipales, coopératives et syndicales et de scientifiques. Edgard Milhaud y est venu lui-même exposer avec la force de conviction que l'on devine les objectifs du CIRIEC et le rôle attendu des Sections nationales.

Par la souscription d'abonnements collectifs aux "Annales" qu'elle redistribuait à ses membres et par une participation active aux premiers congrès, la Section française s'est pendant des années consacrée à soutenir l'œuvre d'Edgard Milhaud. Elle-même organisera en 1957 à Puteaux le IIIème Congrès de l'économie collective après lequel, visiblement, elle a pâti des changements intervenus sous la Vème République, notamment dans la direction des grandes entreprises nationalisées, et de l'émergence de nouveaux courants au sein de la gauche française.

Elle n'a véritablement pu compter que sur le mouvement coopératif de consommation (F.N.C.C.) et sur le syndicat Force Ouvrière (F.O.), en particulier sur son Secrétaire général, Gabriel Ventejol, devenu à son tour Président du Conseil économique et social. Longtemps, c'est le même petit groupe de fidèles – dont Maurice Montel, René G. Orsini, André Hirschfeld et Gabriel Rouanet

– qui en assurera la direction et les contacts avec le Centre international.

Les cotisations que la Section percevait de ses membres couvraient à peine les abonnements aux "Annales" et sa cotisation au Centre international. Avec le concours des services techniques de F.O., elle publia un bulletin d'information interne pour rendre compte notamment des congrès du CIRIEC ou des colloques qu'elle organisait de temps à autre. Le déclin du mouvement coopératif de consommation va priver la Section française de toute aide de secrétariat à la fin des années 1970.

Heureusement le regroupement des différentes composantes de l'économie sociale au sein du Comité National de Liaison des Activités Mutualistes, Coopératives et Associatives (CNLAMCA), animé à l'époque par son Délégué Général, Jean-Bernard Gins, lui procure l'appui du Crédit Coopératif pour assurer la transition et la sortir de son isolement, et de ce fait élargir le cercle de ses membres au mouvement mutualiste. La venue à la Présidence de Jacques Vattier, l'énergique Président de la Mutuelle des P.T.T., va permettre à la Section française de régulariser le paiement de la cotisation fixée au Centre international et d'organiser avec succès le Congrès de 1988 à Bordeaux. Ensuite François Soulage, jeune rocardien, Professeur à l'Université de Nanterre, va accepter la Présidence du CIRIEC-France. C'est un homme de l'économie sociale, mais le CIRIEC lui doit d'avoir trouvé les moyens nécessaires pour assurer la participation régulière du Professeur Lionel Monnier aux travaux de la Commission scientifique internationale sur les entreprises publiques.

Enfin, après avoir réussi à obtenir la participation de Jacques Fournier, Président de la S.N.C.F. et du C.E.E.P., en tant que rapporteur au Congrès de Portorož en 1990, la Section française a trouvé en lui, à sa retraite de ces deux fonctions, un nouveau Président d'un remarquable dynamisme qui vient de signer avec Lionel Monnier et Lysiane Cartelier un livre édité par le CIRIEC-France chez Economica et intitulé : "Critique de la raison communautaire. Utilité publique et concurrence dans l'Union européenne".

Grèce

Le Professeur Angelos Angelopoulos, autre ami d'Edgard Milhaud, qui partageait son temps entre Genève et Athènes va susciter au milieu des années 1950 la création d'une Section

hellénique qui réunissait quelques collègues d'Athènes et de Thessalonique, quelques collaborateurs et Stratis D. Someritis, Avocat. Là aussi il s'agit pratiquement d'une association de personnes partageant les convictions d'Edgard Milhaud et s'intéressant au secteur public ou coopératif de l'économie.

Stratis D. Someritis et le Professeur Epaminondas Spiliotopoulos, juriste de renommée internationale, vont mettre en route le projet de tenir à Athènes le VIIIème Congrès international, projet interrompu par le coup d'Etat des Colonels et qui ne sera réalisé que 10 ans plus tard, en 1978. Le Professeur Angelos Angelopoulos devenu Gouverneur de la Banque de Grèce, aidera substantiellement ce projet et recevra le Conseil du CIRIEC dans sa résidence.

Après 1981, durant la première période du gouvernement socialiste, des entreprises publiques et les unions coopératives ont cessé leur aide financière à la Section hellénique, dont l'activité a été réduite de ce fait. Aussi la Section n'a-elle pu organiser que quelques colloques (avec la participation de représentants du CIRIEC international). Les contacts entre le Centre international et la Section hellénique se font rares si ce n'est la participation de son Président, le Professeur Epaminondas Spiliotopoulos, à un ou deux Congrès internationaux et, depuis plusieurs années, celle de son Secrétaire général, le Professeur Constantin Delis, aux travaux de la Commission scientifique "Entreprises publiques".

Récemment, l'Organisme des Télécommunications et la Banque Nationale de Grèce ont apporté leur soutien à la Section et plusieurs projets se développent.

Inde

En fait, ce n'est pas réellement d'une section nationale qu'il s'agit ici. Les promoteurs indiens, c'est-à-dire Satish C. Seth, sa femme et quelques scientifiques, ont toujours parlé d'un "Indian Group of CIRIEC" dont la seule activité connue à Liège dans les années 1970 a été l'édition d'un bulletin "Indian Review of Public and Cooperative Economy" qui se voulait surtout un organe d'information sur les entreprises publiques dans divers pays et qui reproduisait parfois un article des "Annales". Pour en financer la publication, le Groupe indien avait sollicité la souscription d'abonnements collectifs auprès des sections nationales du CIRIEC. En 1993, le Conseil

international a mis fin à cette "section" qui n'existait plus que sur le papier.

Israel

On n'a jamais appris grand-chose sur l'activité de la Israeli Section of CIRIEC. De Yair Levi au Professeur Abraham Daniel, le correspondant régulier – si l'on peut dire – a souvent changé sans qu'il y ait eu relèvements – les contacts reprenant chaque fois à zéro au gré d'une rencontre ou d'un congrès. C'est sous la Présidence du Professeur Abraham Daniel, de l'Université de Tel Aviv, qu'eut lieu dans cette ville en 1976 le XI^{ème} Congrès international, grâce au concours des entreprises Hevrat Ha'Ovdim, la société holding du syndicat Histadrut. C'est d'ailleurs à l'adresse de l'Histadrut que se trouvait le siège de cette Section dissoute officiellement en 1993. Là aussi l'organisation d'un congrès semble avoir été le chant du cygne de la Section nationale.

Italie

L'histoire du Centro italiano di ricerca e d'informazione sull'economia pubblica e sulle imprese di pubblico interesse est un peu particulière. Comme le CIRIEC avec Edgard Milhaud, elle est avant tout l'oeuvre d'un seul homme. Dott. Alberto Mortara, qui a réussi à mobiliser pour son projet les amitiés qu'il entretenait dans tous les milieux. A la différence d'autres sections nationales *de facto* limitées à une association de personnes auxquelles la carrière principale laisse peu de temps à donner au CIRIEC, Alberto Mortara s'est consacré presque exclusivement au Centre qu'il a créé en 1956 avec le concours du mouvement municipal.

Parmi les premiers délégués de la Section italienne au Conseil international, on retrouve le nom du Sénateur Alessandro Schiavi, un des tout premiers auteurs des "Annales de la régie directe", et celui de Roberto Tremelloni, futur Ministre, qui en sera de longues années le Président. Le Centre italien comptera très vite parmi ses membres de grandes entreprises nationales, des banques publiques, des entreprises municipales, des pouvoirs régionaux ou locaux.

Très tôt la Section italienne s'est orientée vers la recherche : bibliographie de l'économie publique italienne, contrats de recherche de plus en plus nombreux pour lesquels elle engage des chercheurs travaillant à son siège à Milan ou pour lesquels elle s'assure la

collaboration de scientifiques de haut niveau dans les diverses universités du pays. C'est la raison pour laquelle la Section italienne a toujours très activement collaboré aux Commissions scientifiques successives du CIRIEC. Sur ce point, le nom du Professeur Giorgio Stefani, de l'Université de Ferrare, est, tout comme celui de Theo Thiemeyer et à présent de Lionel Monnier, indissociable de l'activité scientifique internationale du CIRIEC.

Très vite aussi le Centre italien crée sa propre revue "Economia Pubblica" qui par sa haute tenue scientifique s'impose aujourd'hui encore à tout chercheur en économie publique. Pendant plusieurs années, il va décerner des prix d'encouragement au meilleur bilan d'entreprise publique et à la meilleure thèse de doctorat en économie publique.

A deux reprises, en 1963 à Rome et en 1984 à Florence, la Section italienne a organisé des congrès prestigieux, au prix – pour celui de 1963 en tout cas – d'un endettement long à effacer. Outre les travaux de recherche parfois énormes entrepris à Milan – on songe au recensement des fondations –, la Section italienne a organisé de nombreux colloques avec d'aussi brillantes participations que pour les congrès. Enfin elle publie régulièrement des monographies et études dans des collections soit réservées aux membres, soit diffusées par les Editions Angeli.

Pendant longtemps, l'activité de la Section italienne a été fortement orientée vers le monde de l'entreprise publique, notamment celui des grands organismes de gestion, tels que l'ENI et l'IRI, et les entreprises municipalisées. Ceci s'explique par l'importance et le rôle joué après la dernière guerre par l'entreprise publique dans l'économie italienne. Le CIRIEC-Italia prêta cependant également attention aux grands problèmes de l'économie sociale et ce, en association, en particulier, avec le mouvement coopératif italien le plus important, la Lega. Cette collaboration s'est traduite, entre autres, par une participation à certains travaux de recherche sur la coopération au sein du CIRIEC international, dont l'un fut coordonné par le Professeur Alberto Zevi.

A la mort d'Alberto Mortara, trois de ses amis et disciples, Giuseppe Bognetti, Massimo Pinchera et Dante Cosi, ont pris la relève avec efficacité et dynamisme maintenant le CIRIEC-Italia parmi les plus actives et les plus représentatives des Sections nationales du CIRIEC. A présent, la Présidence de la Section italienne est composée de Sergio Siglienti (Président) – Président de l'INA ; Luciano Cafagna

(Vice-Président) – Membre du Conseil Antitrust ; Dante Cosi (Vice-Président) – Directeur des Affaires générales et du Personnel de la Cour constitutionnelle et d'Enrico Testa (Vice-Président) – Président d'ENEL. Depuis quatre ans, Massimo Pinchera en est le Secrétaire général et Giuseppe Bognetti est le Directeur de la revue "Economia Pubblica".

Japon

C'est par un "visiting professor" italien à l'Université de Kyoto qu'Alberto Mortara est entré en contact avec le Professeur Hisao Onoe en 1984. A partir d'un petit groupe d'universitaires, le CIRIEC-Japan devint vite une réalité et, malgré la distance, il n'est pas rare qu'un délégué japonais assiste à une réunion du Conseil international ou des Commissions scientifiques. La délégation japonaise aux Congrès depuis celui de Bruxelles en 1986 ne passe pas inaperçue.

Le CIRIEC-Japan réalise diverses publications et organise des séminaires et colloques en collaboration avec les entreprises concernées, les syndicats et les ministères. En 1991, les Professeurs Bernard Thiry et Helmut Cox ont été invités au Japon pour une série de conférences dans divers milieux proches de la Section. En 1995, Barbara Sak et Bernard Thiry ont participé à Tokyo à la célébration du 10ème anniversaire du CIRIEC-Japan.

Enfin, contrairement à bien d'autres sections nationales plus proches et plus anciennes, la Section japonaise s'est d'emblée efforcée de répondre en tous points à l'attente du Centre international et son Président, le Professeur Shunzo Nitta, participe activement aux travaux scientifiques du CIRIEC international.

Portugal

En sa qualité de Professeur de politique économique, Guy Quaden était en 1978 en relation avec une collègue de l'Université de Lisbonne, Manuela Silva. C'est avec elle et Julio Neves, Président de l'IPE (Instituto das Participações do Estado) – la société holding publique rassemblant les participations industrielles de l'Etat portugais suite aux nationalisations intervenues après la Révolution des Oeillets –, que sera organisé à Lisbonne en 1980 le XIIIème Congrès international du CIRIEC et ce congrès aboutira à la création

d'une Section nationale portugaise, le Centro de Estudos de Economia Pública e Social (CEEPS).

D'abord intéressé par l'étude de l'économie publique, en tenant compte que le Portugal n'a pas échappé à la vague récente de dénationalisation, le CEEPS a progressivement évolué vers le secteur de l'économie sociale, dans un premier temps sous la Présidence de Vítor Melicias.

Grâce à l'implication personnelle des membres de la Direction du CEEPS, notamment Herlânder Estrela, Président, Manuel Canaveira de Campos, Vice-Président, et Madalena Santos Ferreira, le CEEPS a organisé à Lisbonne en 1996 le XXIème Congrès international du CIRIEC qui a rencontré un franc succès.

Royaume-Uni

Dans les années 1970, après de nombreux et vains contacts antérieurs au Royaume-Uni et l'invitation régulière de rapporteurs britanniques aux congrès internationaux, un petit groupe de scientifiques intéressés par l'étude des entreprises publiques se présente comme Section britannique du CIRIEC. Ce Public Enterprise Group (PEG) comprend notamment le Professeur Richard Pryke de l'Université de Liverpool, John Chesshire et Donald Roy, Attaché au Service des études de l'entreprise nationale de production d'électricité, Electricity Board. Ce dernier est un excellent spécialiste des entreprises publiques britanniques. Il fera des interventions pertinentes et remarquées à chacun des Congrès du CIRIEC auxquels il assiste. Ce Groupe publie un bulletin intitulé "Public Enterprise" qui, pour n'avoir que quelques pages, n'en est pas moins intéressant.

Hors la participation à divers congrès et quelques articles dans les "Annales", ce Groupe n'a jamais eu de relations suivies avec le Centre international et depuis la fin des années 1980, c'est avec le monde coopératif britannique, tant les responsables des coopératives que les chercheurs universitaires spécialisés en la matière, comme Alan Thomas et Roger Spear de l'Open University à Milton Keynes, que le CIRIEC international a développé des contacts soutenus qui pourraient déboucher sur une Section britannique.

Slovénie

On a vu qu'une première Section yougoslave du CIRIEC avait été créée en 1954 à Belgrade à l'initiative d'Aser Deleon, ancien élève d'Edgard Milhaud, au siège de l'Union des associations d'économistes yougoslaves. En dehors de quelques articles publiés dans les "Annales" sur le système autogestionnaire des travailleurs alors tout récemment mis en place en Yougoslavie, on ne connaît à cette première Section d'autre activité que l'organisation du IVème Congrès en 1959 à Belgrade sous le patronage du Conseil central de l'Union des syndicats yougoslaves.

En 1985, Alberto Mortara, toujours lui, entre en relation avec Anton Vratuša, ancien Ambassadeur et Président honoraire du Centre international pour les entreprises publiques dans les pays en développement à Ljubljana. En liaison avec une séance du Conseil du CIRIEC, une première réunion de contact a lieu à la Chambre économique de Slovénie en présence de Guy Quaden et de Rado Bohinc.

En 1990, la jeune Section yougoslave qu'avait constituée Rado Bohinc invite le CIRIEC à tenir son XVIIIème Congrès en Slovénie, où il dispose de l'appui de la Présidence. Mises à part les difficultés de communication pour atteindre Portorož, ce Congrès se passe fort bien.

Peu après cependant, la Slovénie et la Croatie vont proclamer leur indépendance. La Section yougoslave est dissoute et Rado Bohinc, qui est devenu Ministre des Sciences et Technologies, informe le CIRIEC de la création d'une Section slovène. La Section slovène subsiste aujourd'hui sous la direction de Marko Bulc et Rado Bohinc.

Suède

L'annonce faite à l'Assemblée générale de Valencia en 1992 de la création d'une nouvelle Section nationale en Suède faisait suite à une série de contacts suscités par les travaux du CIRIEC en matière d'économie sociale.

Après tant de vaines tentatives dans le passé, Bernard Thiry réussit à intéresser les dirigeants du Swedish Cooperative Development and Research Institute (KOOPI), chargé de la

formation, de la recherche et de la promotion coopérative, et les membres de la Swedish Society for Cooperative Studies. Sur base de ces deux structures préexistantes, maintenant complétées par l'Association of Cooperative Development Agencies (FKU) et regroupées au sein de Swedcoop (Swedish cooperative network), et sous la Présidence de Per-Olof Jönsson, la participation au fonctionnement du CIRIEC, notamment aux séances du Conseil et aux travaux scientifiques, fut immédiate et constructive. Le CIRIEC-Sweden est désormais l'une des principales sections du CIRIEC et parmi ses membres les plus actifs, il faut mentionner Jan Olsson, membre du Praesidium du CIRIEC.

Suisse

La première des sections nationales, celle qui a soutenu Edgard Milhaud en Suisse pendant des années, se fondait essentiellement sur les coopératives de consommation, les syndicats et quelques municipalités.

Malgré le dévouement personnel de quelques hommes comme Charles-Henri Barbier, Directeur à l'Union Suisse des Coopératives de Consommation (U.S.C.), de Jean Treina, Conseiller d'Etat, de Werner Bleile, Directeur de la Banque centrale coopérative et de son successeur Peter Buser, l'Association suisse du CIRIEC n'a jamais pu sortir de ce cadre pour s'étendre vers le secteur public ou dans les milieux scientifiques. A part l'organisation d'un colloque international du CIRIEC à Montreux en 1970, elle n'a pas développé d'activités au niveau national. Elle avait cependant toujours fidèlement rempli ses engagements financiers en faveur des "Annales" et du CIRIEC.

La restructuration du mouvement coopératif et le désintérêt des coopérateurs et des autres membres pour l'orientation plus scientifique récemment suivie au CIRIEC ont conduit la Section suisse à cesser toute activité en 1987.

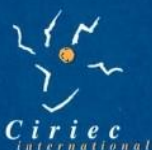
Turquie

On a déjà rapporté dans le récit chronologique la surprise qu'avait produite à l'Assemblée générale de Lisbonne en 1980, le Professeur Ali Sait Yüksel de l'Université d'Istanbul, en annonçant la création d'une Section turque qui se proposait d'emblée pour

organiser le Congrès suivant. Il assista encore au Congrès de Vienne en 1982.

Les contacts plus récents avec les dirigeants de l'Association des coopératives turques pourraient amener à réaliser presque vingt ans plus tard ce projet vite abandonné.

Avec le soutien de



Ciriec International

Université de Liège au Sart-Tilman - Bât. B33, bte 6 - B-4000 Liège - Belgium

Tél. 32/4/366 27 46 - Fax 32/4/366 29 58 - e-mail : ciriec@ulg.ac.be - <http://www.ulg.ac.be/ciriec/ciriec.htm>